



Traçabilité, transparence et durabilité dans la filière cacao au Cameroun

Thomas FABRE
Simon BASSANAGA
Ghislain FOMOU NYAMSI
Pierre RICAU
Elsa SANIAL



Août 2022



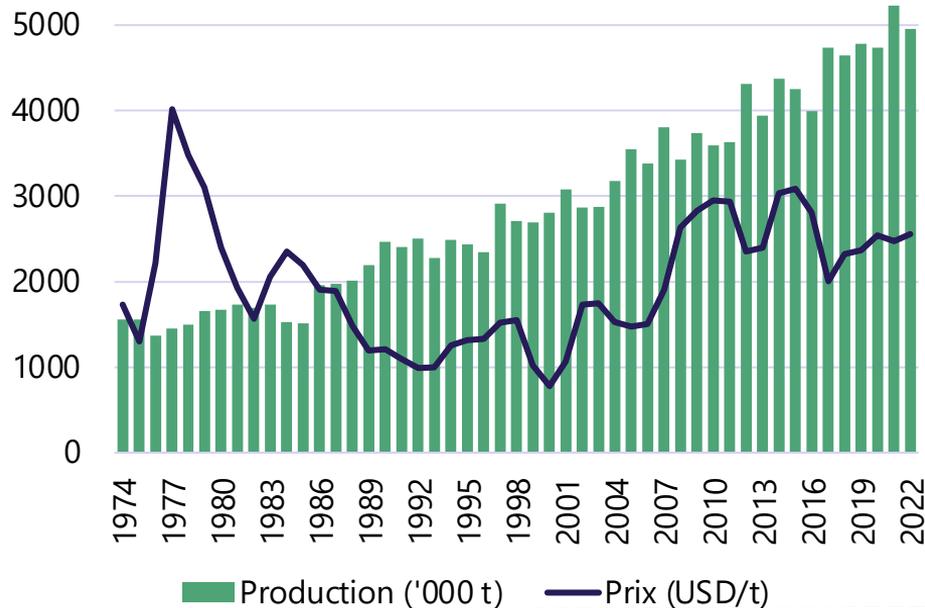


1. Introduction et contexte

Une imbrication croissante entre filière cacao et enjeux de durabilité au Cameroun

Evolution de la production camerounaise et des cours internationaux

(en milliers de tonnes et en \$/t - source FAOSTAT, ICCO et FXTop)



292k tonnes

commercialisées lors de la campagne 2020-2021

4^{ème}

producteur de cacao au monde

Trois risques associés à la filière



Déforestation: si le Cameroun a perdu 11% de son couvert forestier entre 1990 et 2020, en 2020 les forêts couvrent encore 40% du territoire

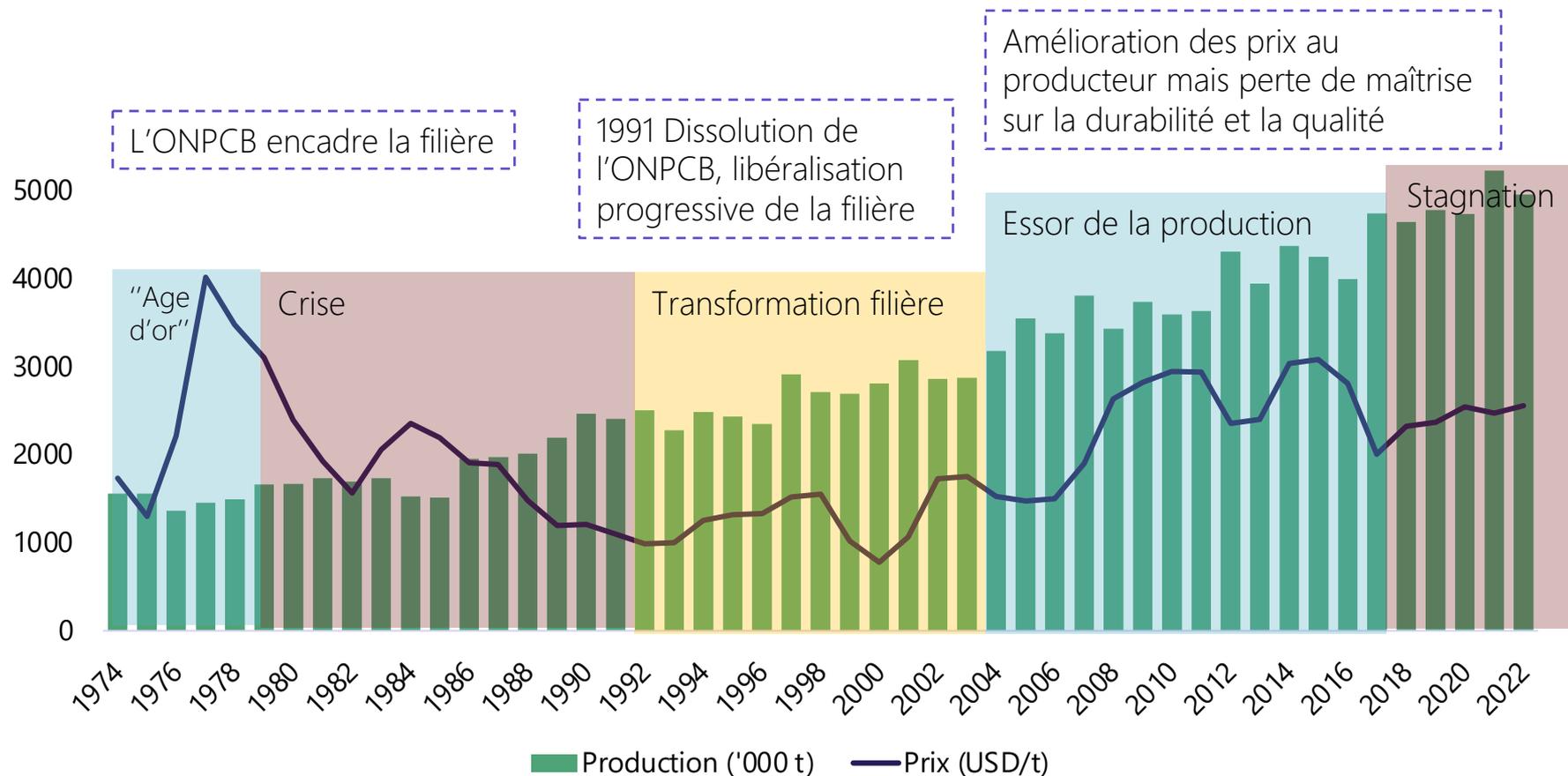


Revenu des producteurs: en 2007, 69% des cacaoculteurs vivaient sous le seuil de pauvreté



Travail des enfants: environ 40% des enfants de 6 à 14 ans seraient concernés

Encadrement / Libéralisation de la filière et évolution de la production et du prix



La Feuille de route pour un cacao sans déforestation (FRCSD)



Une initiative volontaire portée par IDH

- FRCSD signée en janvier 2021
- Engagement à « *travailler ensemble sur le plan technique et financier, et à mettre en oeuvre des programmes et les budgets relatifs à la production durable et commercialisation du cacao, à la préservation et à la réhabilitation des forêts, et à l'inclusion des communautés* »
- Objectif ambitieux: 100% de traçabilité d'ici à 2025



Un espace de dialogue pour la filière cacao

- Partenariat public – privé – société civile
- Signataires: institutions, Organisations de producteurs, Secteur privé, Société civile, Instituts de recherche
- L'UE n'est pas signataire mais des échanges sont en cours à ce sujet



Des engagements sur la traçabilité et le suivi des forêts

- Assurer la traçabilité de 100% de l'approvisionnement de cacao bord champ - entrepôt – port d'embarquement d'ici à 2025
- Mettre à jour les cartes des forêts des domaines forestiers (non permanents d'ici fin 2022
- Elimination totale de l'approvisionnement en provenance du domaine forestier permanent d'ici fin 2025

Actions de l'Union européenne pour améliorer la durabilité de la filière cacao

L'Initiative pour un cacao durable (ICD) cible trois enjeux majeurs associés à la durabilité du cacao



L'UE veut contribuer à ce que les producteurs obtiennent **un revenu décent**



L'UE ne veut plus contribuer à la **déforestation** et souhaite augmenter la consommation de cacao sans déforestation



L'UE ne veut plus consommer de produits liés au **travail des enfants**

Propositions d'actes législatifs européens

17 nov. 2021

Enjeux environnementaux
Proposition de règlement de la Commission européenne (PRCE) contre la déforestation importée

23 fév. 2022

Enjeux économiques et sociaux
Proposition de directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité

Communication de la Commission européenne sur le travail décent dans le monde, qui annonce la préparation d'un règlement visant à interdire effectivement l'entrée sur le marché de l'UE de produits issus du travail forcé

Les grandes lignes de la Proposition de Règlement de la Commission Européenne (PRCE) contre la déforestation importée

Objectif général

Minimiser la contribution de l'Union européenne à la déforestation et à la dégradation forestière au niveau mondial

Objectifs spécifiques

Réduire au minimum le risque que des produits provenant d'une chaîne d'approvisionnement associée à la déforestation ou à la dégradation des forêts soient mis sur le marché de l'UE

Accroître la demande et le commerce dans l'UE de matières premières et de produits légaux et "sans déforestation"

Produits concernés (début avril 2022)

L'huile de palme, le soja, le bœuf, le cacao, le café, le bois et les produits dérivés de ces commodités

Exigences

Règles de *due diligence* obligatoires pour tous les opérateurs qui placent des marchandises et des produits sur le marché de l'UE ou les exportent de l'UE, avec mise en place de systèmes de traçabilité. Les données seront auditées pour s'assurer de la légalité des zones de production et de leur non-contribution à la déforestation.

L'Union européenne représente toujours la majorité des exportations du cacao camerounais mais sa part diminue régulièrement

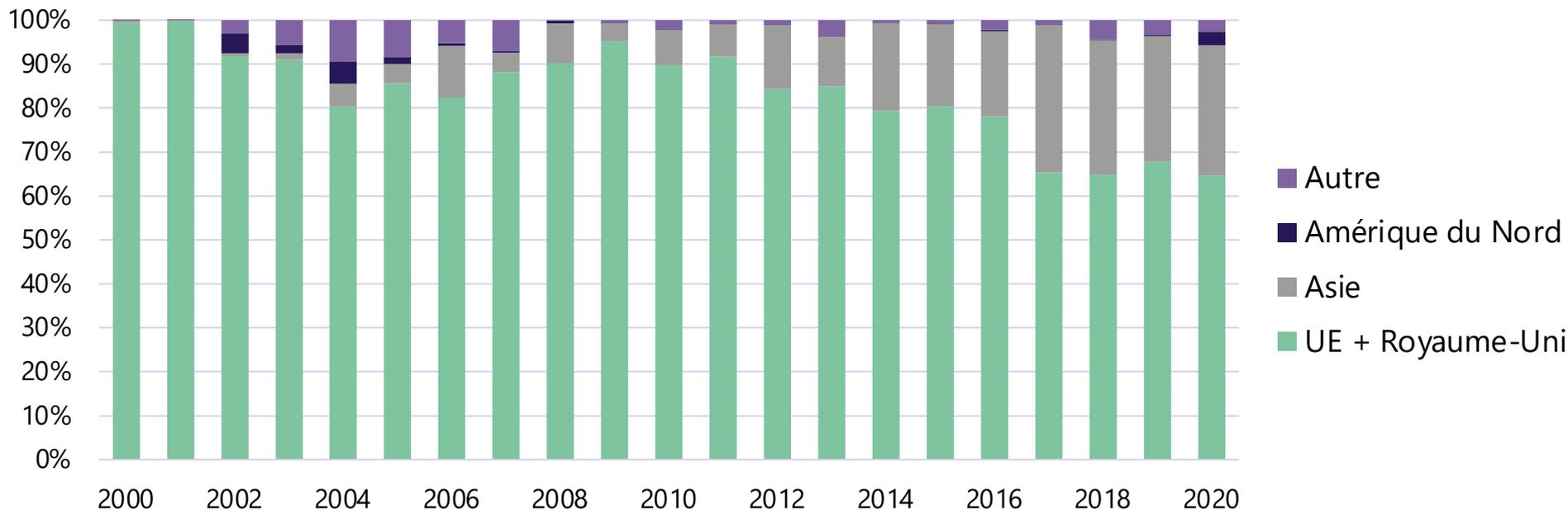
Exportations du cacao origine Cameroun vers l'UE en % du tonnage exporté total

(Source: UN Comtrade, données destination, 2022)

99%

Vers l'UE en 2000

65% **vs. 30%**
En 2020 vers l'Asie



Fiabilité des statistiques douanières

Comparaison des données UN Comtrade et ONCC sur la destination des exportations

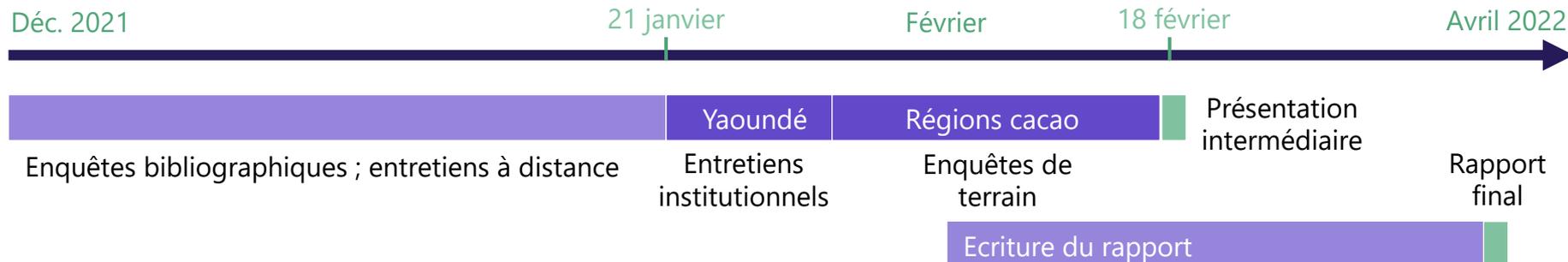
Les différences peuvent s'expliquer par des différences de méthodologie (port de destination pour UN Comtrade, Douala pour l'ONCC), des erreurs de saisie ou encore par le décalage entre données annuelles (UN Comtrade) et de campagne (ONCC). Les cases jaunes ci-dessous figurent les écarts les plus importants.

Source	UN Comtrade	ONCC	UN Comtrade	ONCC
Année ou campagne / Pays d'importation	2020	2020-2021	2019	2019-2020
Pays-Bas	53%	66%	61%	63%
Malaisie	17%	7%	14%	8%
Singapour	8%	?	5%	0%
Allemagne	8%	?	3%	3%
Indonésie	5%	9%	10%	6%
Etats-Unis	3%	?	0%	0%
Espagne	3%	?	2%	2%
Turquie	3%	?	3%	0%
Chine	0%	6%	0%	10%

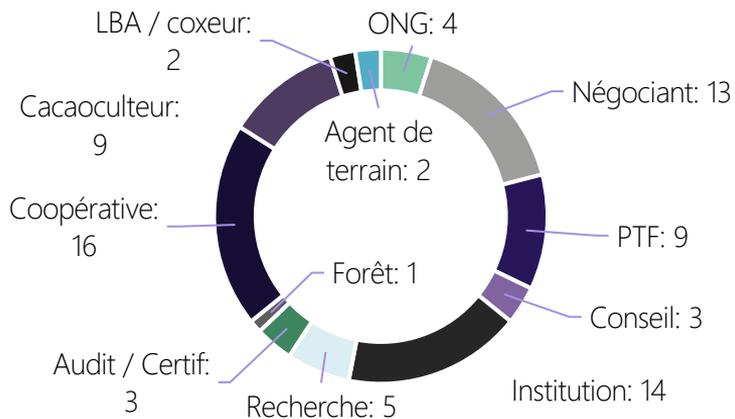
La filière cacaoyère est moins prédominante au Cameroun qu'en Côte d'Ivoire mais demeure la première culture d'exportation du pays en termes de valeur

Pays			
Production <i>(en kT lors de la campagne 2020-2021, données ICCO)</i>	290	2 248	1 047
Surface cultivée <i>(en Ha – FAO Stat)</i>	694 000	4 774 875	1 450 000
Rendement <i>(en kg / Ha – FAO Stat)</i>	417	460	551
Nombre d'exploitations <i>(estimation Nitidæ - recherches récentes)</i>	500 000	1 000 000	800 000
Valeur <i>(en % du PIB 2020 – stat douanières)</i>	1%	8%	4%
Prix max bord-champ <i>(en FCFA / kg, 2020-2021 – N'kalô+enquêtes)</i>	1210	1000	1030
Prix min bord-champ <i>(en FCFA / kg, 2020-2021 – N'kalô+enquêtes)</i>	700	750 <i>(voire bien inférieur dans les localités isolées)</i>	958

Un mois de terrain pour interroger les acteurs directs et indirects de la filière



Des entretiens avec une grande diversité d'acteurs dans quatre régions du Cameroun



NB : certains acteurs peuvent occuper plusieurs fonctions (cacaoculteurs / coxeurs, cacaoculteurs / leaders de coopératives, etc).

Objectifs du rapport

- 1. Traçabilité:** présenter l'organisation générale de la filière, faire le point sur le rôle de l'informel, établir le niveau d'informations produites et les données clés manquantes à une traçabilité véritable
- 2. Durabilité:** étudier l'impact de la filière sur la déforestation, le travail des enfants et le revenu des producteurs; dresser un état des lieux des programmes de durabilité publics et privés

Des visites de terrain et des rencontres avec une grande variété d'acteurs





2. Traçabilidade



2.1. Acteurs et interactions

Définition des acteurs principaux de la chaîne de valeur **nationale**

Acteur	Activités principales	Définition
Cacaoculteur / Producteur	Plantation, entretien, récolte, écabossage fermentation, séchage et vente bord-champ.	Agriculteur produisant du cacao sur une parcelle qu'il gère (par location ou propriété).
Groupement informel	Collecte et agrégation de la production des cacaoculteurs, vente groupées.	Organisation informelle regroupant plusieurs cacaoculteurs qui réalisent la vente d'une partie de leurs fèves de cacao en commun.
Société Coopérative (SCOOP)	Collecte et agrégation de la production des cacaoculteurs, revente en gros.	Organisation formelle (Acte Unique OHADA) regroupant plusieurs cacaoculteurs qui réalisent la vente d'une partie de leurs fèves de cacao en commun.
Coxeur	Collecte et agrégation de la production des cacaoculteurs, revente en gros.	Commerçant local travaillant généralement dans l'informel et réalisant des achats directement aux cacaoculteurs. Certains sont liés à un LBA (sous-caissiers), d'autres sont indépendants et vendent à un ou plusieurs LBA.
Licensed Buying Agent (LBA)	Achats en gros, transport des zones de production vers le port ou les usines de transformation, revente en gros.	Grand commerçant disposant d'une carte officielle auprès du CICC et d'un magasin accrédité pour regrouper et stocker les fèves. En français, les LBA sont souvent désignés par le terme de "acheteurs". Certains sont indépendants, d'autres sont liés à un seul exportateur/broyeur (mandataires).
Usinier	Nettoyage et reconditionnement.	Les usiniers sont des sociétés indépendantes ou bien des filiales des exportateurs qui réalisent le nettoyage, tri et reconditionnement des fèves avant exportation.
Exportateur	Achat au niveau des magasins portuaires, exportation des fèves.	Les exportateurs sont principalement approvisionnés par des LBA mais aussi plus rarement par des SCOOP et coxeurs. Certains d'entre eux sont les filiales de grandes multinationales du négoce de fève, d'autres sont des indépendants.

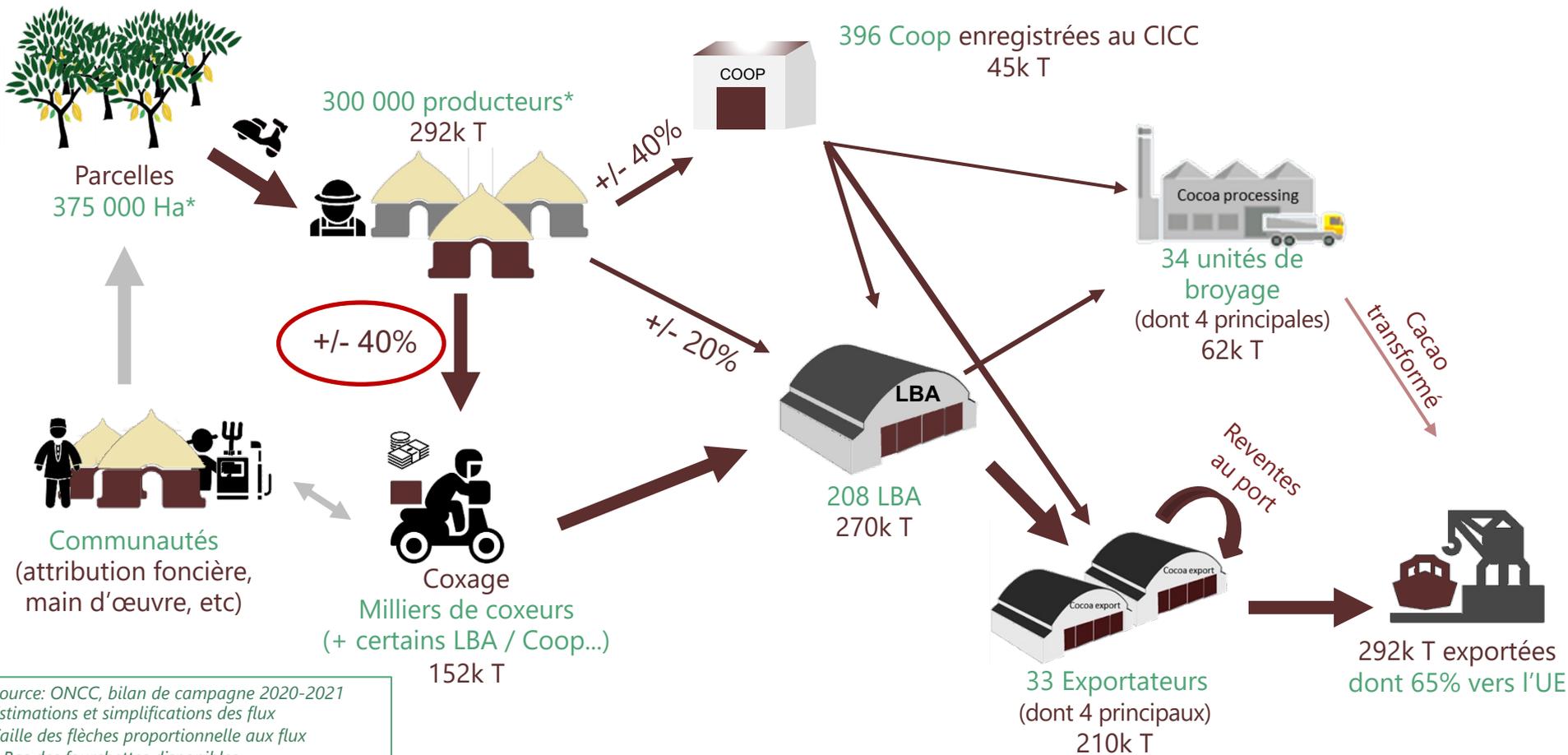
Définition des acteurs de la chaîne de valeur **internationale**

Acteur	Activité	Définition
Broyeur	Achat au niveau des magasins d'usine, broyage, exportation de masse, beurre et poudre de cacao.	Les broyeurs réalisent la transformation primaire du cacao. Ils exportent directement la majorité de leurs produits transformés.
Importateur	Importation, broyage et revente de fèves, de masse, de beurre et de poudre de cacao aux chocolatiers.	Multinationales spécialisées dans le négoce de matières premières, y compris de cacao. Elles s'approvisionnent à la fois auprès de leurs filiales nationales d'exportation et d'exportateurs indépendants. Il s'agit d'un secteur très concentré où 6 acteurs concentrent environ 80% des échanges mondiaux de fèves et de produits de la transformation primaire.
Chocolatier-confiseur	Fabrication de chocolat et de produits chocolatés (confiseries, biscuits, etc.).	Acteurs de seconde transformation, travaillant la masse, le beurre de cacao et/ou la poudre de cacao. Ils sont marginaux au Cameroun.

Remarques

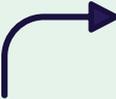
- Au Cameroun, le terme « opérateur » peut désigner indistinctement divers acteurs de la filière tandis que la PRCE définit clairement un opérateur comme suit : « toute personne physique ou morale qui [...] met des produits de base [...] sur le marché européen ». Cette ambiguïté nous incite à éviter l'utilisation de ce terme.
- Certaines sociétés multinationales de négoce intègrent parfois de nombreuses étapes de la chaîne de valeur : soutien au producteur, accompagnement des coopératives, approvisionnement direct auprès des coopératives, opérations de commercialisation national, exportation, broyage, importation et même distribution en Europe.

Structure de la filière: les maillons de la chaîne de valeur cacao et le volume transité



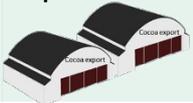
Source: ONCC, bilan de campagne 2020-2021
 Estimations et simplifications des flux
 Taille des flèches proportionnelle aux flux
 * Bas des fourchettes disponibles

Approvisionnement au Cameroun des grandes multinationales de négoce/broyage de fèves de cacao (top 6 en 2019-2020, données 2020-2021 non-disponibles)

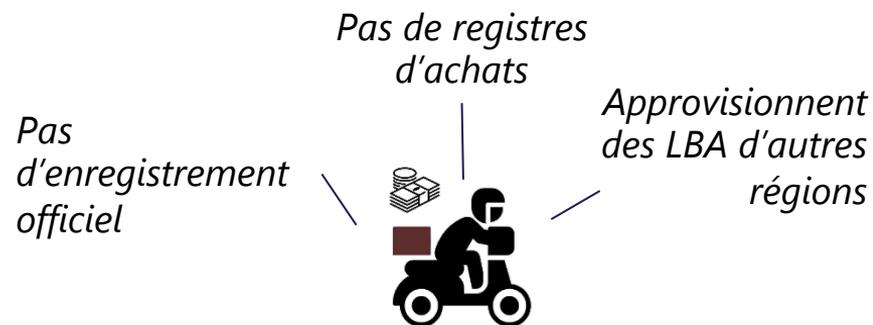
Fournisseurs 						
Sic Cacaos	>90%					
Telcar		66%				
Olamcam			86%			
Camaco			14%			
AMS				100%		
Ndongo Essomba		14%				
Achanyi		3%				
COTEC		9%				
SBET		8%				
Producam					95%	31%
Agri-Trade					5%	
Cooppracam						69%
% cacao exporté (dont fèves broyées)	21%	39%	34%	5%	2%	0,1%

Les coxeurs: un maillon clé qui brouille la traçabilité du cacao

Rendent des services à différents acteurs

	<p>Collecte dans les zones recluses et difficiles d'accès</p> <p>Promesses d'achat en début de campagne</p> <p>Services financiers : crédit intrants, liquidités, denrées alimentaires, etc.</p>
	<p>Lien avec les producteurs dans les zones mal connues</p> <p>Diversification des régions d'approvisionnement pour « faire du volume »</p>
<p>Exportateur</p> 	<p>Augmenter le volume d'approvisionnement</p>

Mais sans statut officiel et n'assurant aucune traçabilité



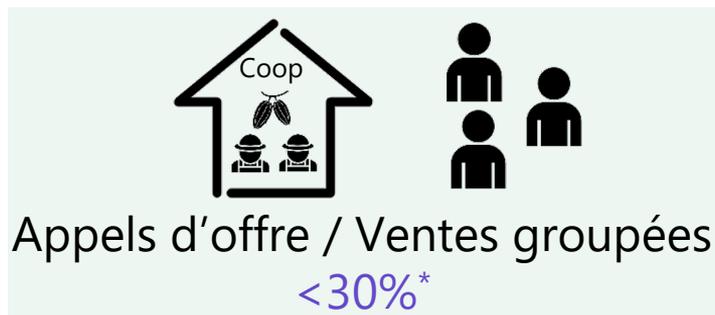
+/- 40% de la production

Qui n'est donc tracée qu'à partir du LBA

Deux contraintes légales à la commercialisation loin d'être toujours suivies

Deux contraintes légales de commercialisation

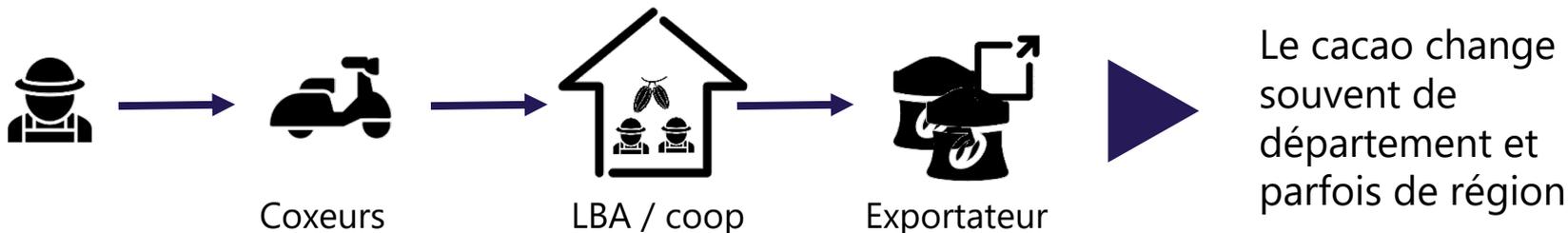
Arrêté 36 du Min. Commerce, 2014



et



La voie de commercialisation informelle la plus courante



Note: *Estimation Nitidae issue des entretiens. Données variables par région (ventes groupées plus rares dans les zones enclavées par ex)

La traçabilité actuelle, publique et privée



	Secteur public	Secteur privé
Parcelles	Pas de géoréférencement institutionnalisé, pas de cadastre rural	Environ 150 000 ha géoréférencés (qualité variable et incertaine)
Producteurs	Dernier recensement agri: 2014 Pas de registre ou de BDD	2020: +/-50 000 producteurs (17%) sous certification RA + dizaine de milliers concernés par prog. de durabilité
Coxeurs	Pas de registre (activité très rarement ou partiellement formalisée)	Pas d'initiative pour les identifier et les enregistrer
LBA / coopératives	Enregistrés et suivi des volumes hebdo / mensuel et par campagne	Registre des achats et livraisons aux exportateurs et broyeurs
Exportateurs/broyeurs	Statistiques douanières détaillées	Registre des fournisseurs (LBA/Coops) + environ 90 000 tonnes (31%) tracées par RA jusqu'au producteur (en théorie)
Importateurs	Statistiques douanières détaillées	Traçabilité client direct, (mais attention pas forcément en cas de re-export depuis zones franches hors-UE)



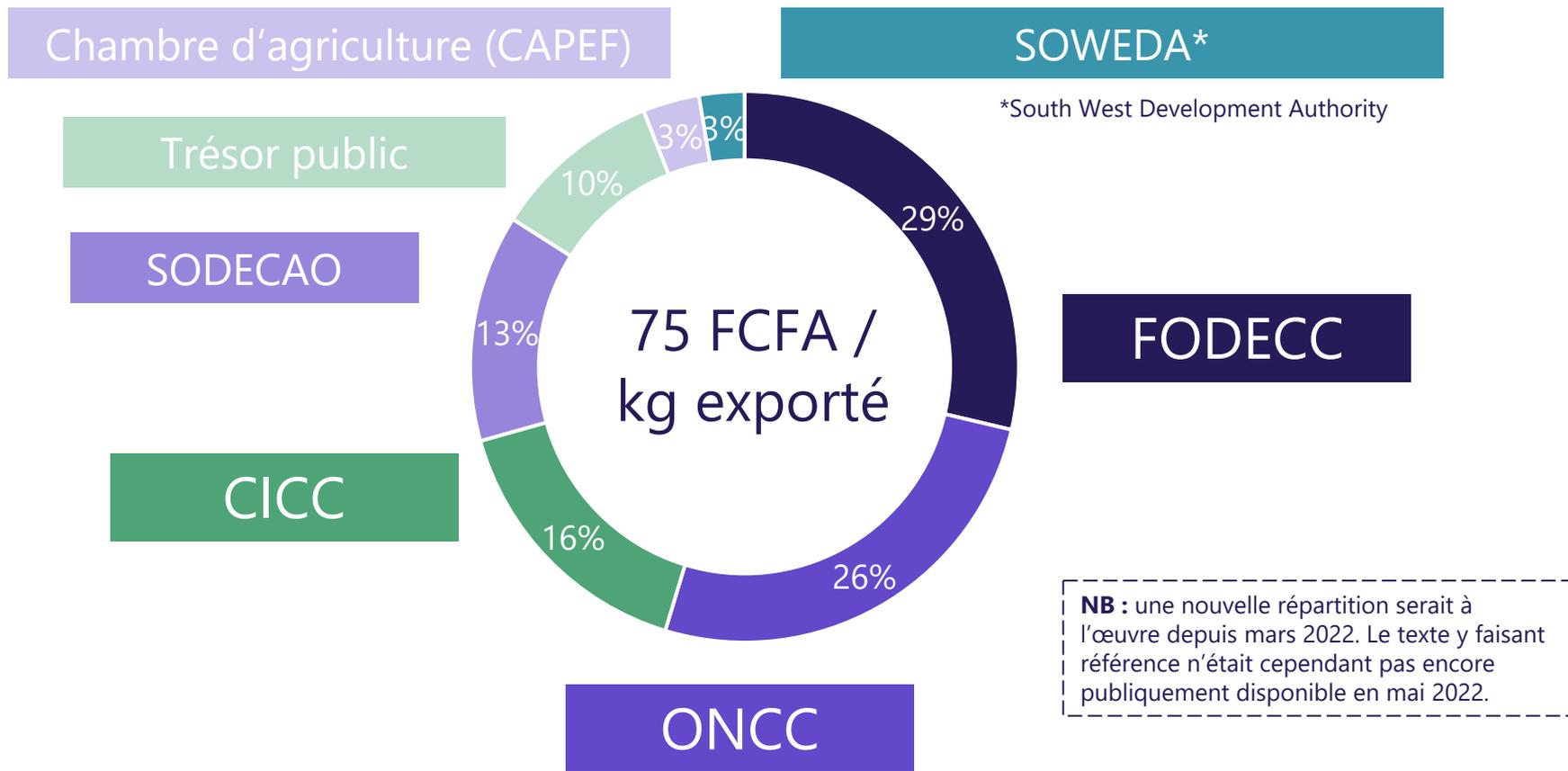
2.2.

Initiatives publiques et interprofessionnelles de traçabilité

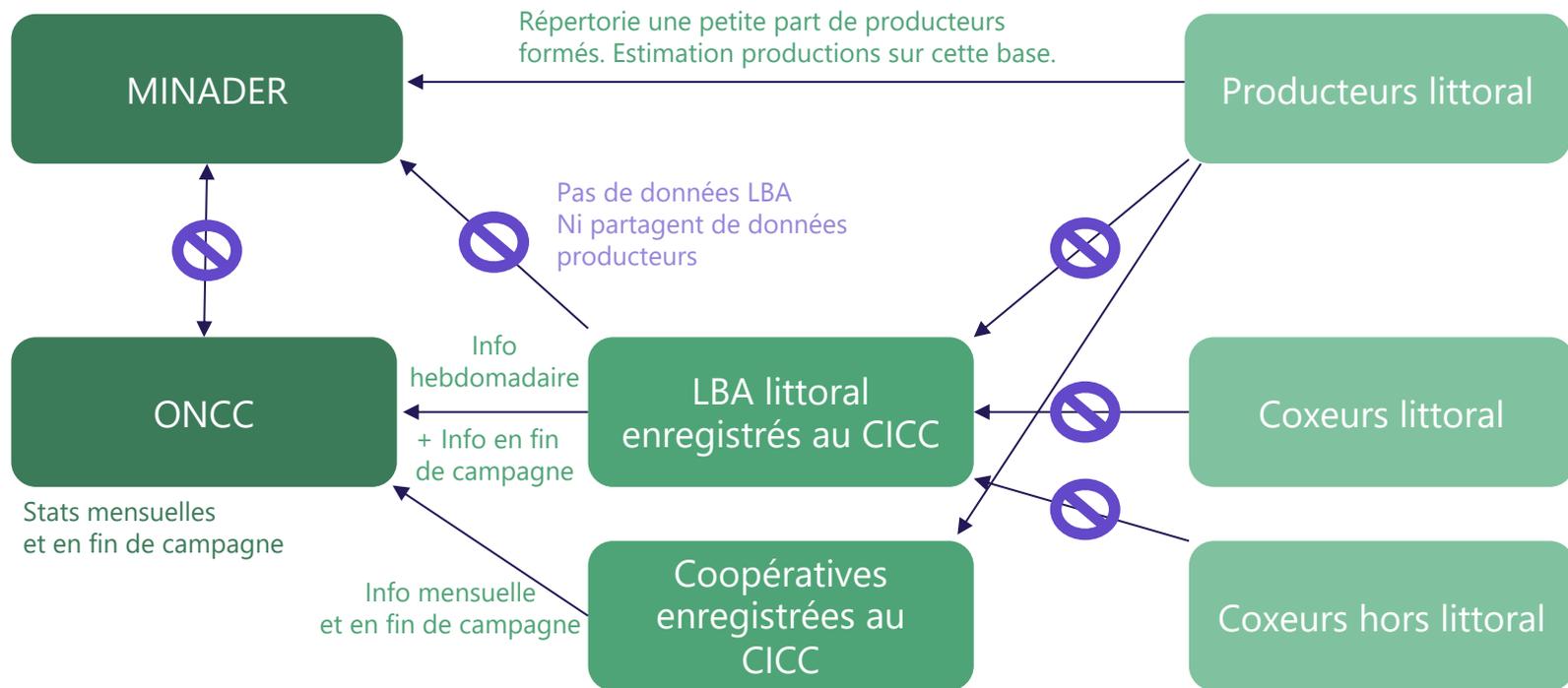
Les institutions du cacao: une atomisation des initiatives de traçabilité

Institutions	ONCC	CICC	FODECC	SODECAO
<i>Budget (Md XAF/an)</i>	19,5 (dont 6 sur la qualité et 0,5 seulement sur suivi et coordination)	12	21,5 +gestion de fonds externes	10
<i>Mandat (théorie)</i>	<i>Réglementation de la filière, statistiques et contrôle qualité</i>	<i>Régulation des relations entre acteurs, projets sociaux et commerciaux</i>	<i>Financement des programmes de la filière</i>	<i>Distribution de plants</i>
<i>Services réels (pratique)</i>	Saisissent toutes les opportunités (y compris des activités hors-mandats)			Distribution d'une ampleur limitée, peu de rapportage
<i>Rôle traça (théorie)</i>	<i>Cahier des charges pour la traça privée + agrégation des données du privé</i>	<i>Appui à la mise en place de traça privée</i>	<i>Solutions de financement pour les initiatives de traça/certif</i>	<i>Suivi des distribution/création nouvelles parcelles</i>
<i>Rôle traça (pratique)</i>	Très peu de coordination entre les initiatives			

La redevance à l'exportation est partagée entre les différentes institutions



Un suivi public très limité en amont de la filière... (exemple des flux d'information dans le Moungo)

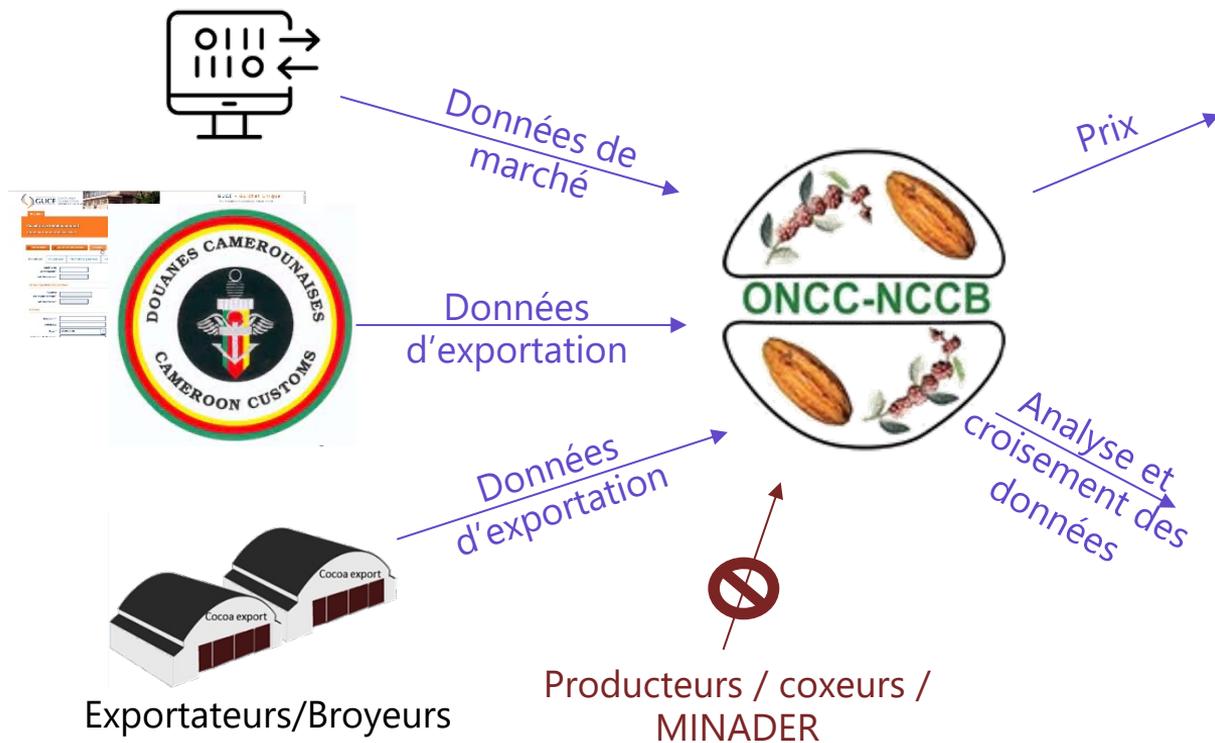


→ Flux d'information (différent des flux de fèves)

Les LBA sont des acteurs clés, mais leur approvisionnement est peu documenté car il est fortement lié à l'informel et car beaucoup de LBA laissent la gestion de leurs données à leurs clients (exportateurs/broyeurs)

... plus renforcé en aval avec ce rôle central joué par l'ONCC

Informations reçues



Information produites



DIRECTION GENERALE REPUBLIQUE DU CAMEROUN
AGENCE DE NKONGSAMBA REPUBLIQUE DU CAMEROUN

OFFICE NATIONAL DE CACAO ET DE CAFE
NATIONAL COCOA AND COFFEE BODIED

AGENCE DE NKONGSAMBA

PRIX			
CACAO	IBESTA	IBESTICA	
DATE:	14/03/2022	14/03/2022	14/03/2022
PRINX CAF:	13500	13500	13500
PRINX FOB:	13800	13800	13800
PRINX Maximum	14000	14000	14000
PRINX Minimum	13200	13200	13200

CACAO

CAF: 1312FCFA/kg
FOB: 1222FCFA/kg

Prix d'achat Douala,
par les Exportateurs

MINI: 1000FCFA/kg
MAXI: 1075FCFA/kg

📅 3 Mars 2022

Bilan de la campagne 2020-2021

Production commercialisée,
achats par région, destination,
qualité, transformation, etc.

Les informations produites par l'ONCC, quoiqu'imparfaites, sont publiées de façon assez transparente (1/3)

Un suivi des prix disponible dans les agences de l'ONCC et sur internet

Mais une confusion possible entre prix bord-champ, prix FOB et prix LIFFE/NYCE

Les bulletins de campagne de l'ONCC sont librement téléchargeables sur leur site internet

Mais :

- Les données brutes ne sont pas disponibles
- Les bulletins ne rentrent pas tous dans le même niveau de détail : le bulletin 2019-2020 comporte 57 pages détaillées contre 2 pages de synthèse pour le bulletin 2020-2021
- Les précédents bulletins de campagne ne sont pas aisément accessibles

Les informations disponibles sont variées: liste des exportateurs, broyeurs, importateurs, logisticiens, production commercialisée et exportée, etc.

Mais certaines informations clés sont manquantes, notamment celles concernant la production, les coxeurs et l'approvisionnement des LBA

Les informations produites par l'ONCC, quoiqu'imparfaites, sont publiées de façon assez transparente (2/3)

Bulletin de l'ONCC	2017-2018 <i>(regard synoptique)</i>	2018-2019	2019-2020	2020-2021
Production commercialisée	✓	Non- disponible en ligne	✓	✓
Achats par région	✓		✓	✓
Achats par exportateur	∅		✓	Incomplet
Production exportée	✓		✓	✓
Destinations de l'origine Cameroun	✓		✓	Incomplet
Importateurs (clients par exportateur)	✓		✓	Incomplet

Les informations produites par l'ONCC, quoiqu'imparfaites, sont publiées de façon assez transparente (3/3)

Bulletin de l'ONCC	2017-2018 <i>(regard synoptique)</i>	2018-2019	2019-2020	2020-2021
Qualité	✓	Non-disponible en ligne	✓	✓
Evolution des prix	✓		✓	✓
Transformation	✓		Détaillée	Globales non détaillées
Performance des banques	∅		✓	Globales non détaillées
Nombre de magasins par région	∅		✓	∅
Nombre de producteurs par région	∅		∅	∅
Production par région	∅		∅	∅
Zones d'approvisionnement des LBA	∅		∅	∅
Nombre de coxeurs	∅		∅	∅

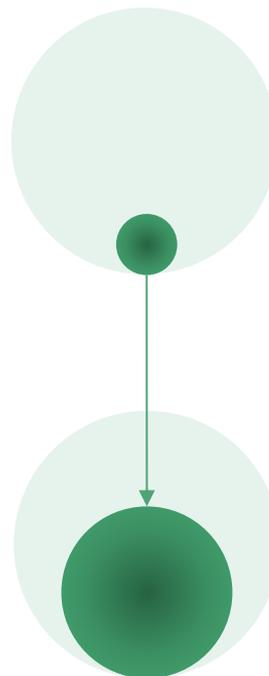
Ces dernières années, l'ONCC a accentué son travail de suivi de la qualité

Production de données sur la qualité

- Contrôle de la qualité par les agents de terrain lors des ventes groupées
- Contrôle de la qualité lors de l'empotage
- Production de **statistiques** sur la qualité
- **Primes de qualité** en fin de campagne pour récompenser le cacao de Grade I (Les derniers versements sont cependant arrivés avec du retard: 2 milliards de FCFA de prime de qualité pour les campagnes de 2018 à 2020)



Qui a contribué à une nette hausse de la qualité du cacao camerounais



<5%

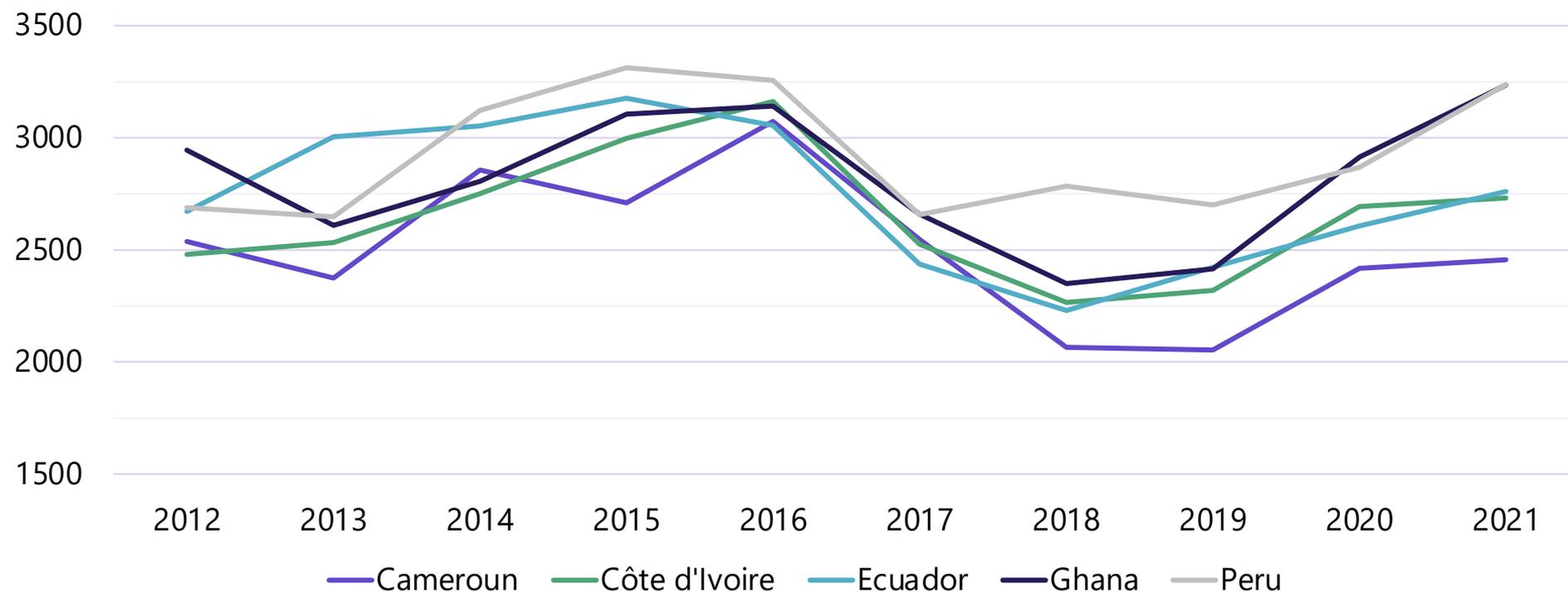
De Grade I en
2016-2017
Décote de 200 à 250
livres à la Bourse de
Londres pour le cacao
de Grade II

40%

De Grade I en
2020-2021

Mais c'est sans effet notable sur les prix d'exportation car l'amélioration de la qualité est générale à l'international

Evolution des prix comparés de la fève brute pour cinq origines (prix CIF Rotterdam)



Pour l'heure, le CICC intervient assez marginalement sur la traçabilité...

Interprofession, le CICC assure un **dialogue** entre les acteurs de la filière

40%

Collège des producteurs et coopératives (ANPCC)

10%

Collège des acheteurs (LBA) / usiniers / conditionneurs

Collège des exportateurs

Collège des transformateurs

40%

10%

Les 4 collèges du CICC et leurs droit de vote à l'Assemblée générale

Enregistrement des producteurs, coopératives, LBA, exportateurs et broyeurs et remise de **cartes officielles**



Carte d'exportateur



Carte de producteur

Mais la contribution du CICC à la traçabilité demeure **limitée**

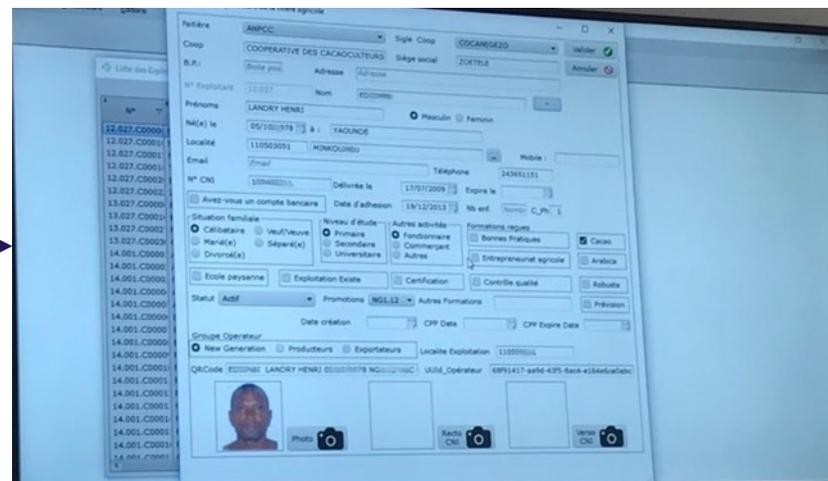
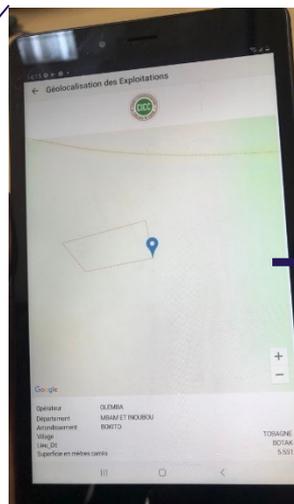
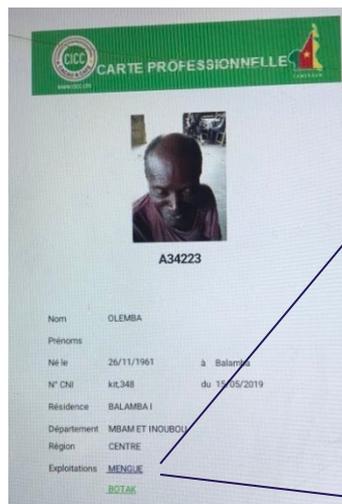
- Seule une minorité de producteurs (+/-10%) est enregistrée
- Sur l'amont comme l'aval les données disponibles au niveau du CICC sont rarement comparées ou mise en perspectives avec les données de l'ONCC
- Une partie des acteurs de la commercialisation restent dans l'informel et ne sont pas enregistrés (coxeurs)

Source: site internet du CICC

...mais il a lancé des initiatives de qualité sur lesquelles il est possible de s'appuyer

Enregistrement des producteurs et géoréférencement des parcelles lancé en 2019 par le CICC

Source: Entretien CICC, Juin 2022



60 000

Producteurs enregistrés
surtout dans le Centre
(moyenne de 20 000 / an)

10 000

producteurs géoréférencés
par un géomètre
assermenté

Plateforme en ligne

BDD pouvant être complétée par les
données ONCC, exportateurs et FODECC
si accord trouvé en ce sens

Le CICC encadre aussi le développement des centres d'excellence
Un modèle proche des exigences de la PRCE, mais à très petite échelle



Des résultats intéressants...

De meilleurs prix (+50%) => géoréférencement
parcelles (interdiction de leur extension) +
identité préservée (**1 identifiant par sac**) +
contrôles renforcés



...Mais une échelle limitée

< 1% de la production aujourd'hui
valorisant les marchés de niche

Extensibilité du marché de niche ?

Opportunités et risques associés au Guichet producteurs du FODECC

Un programme de subvention qui pourrait profiter à la traçabilité...

- FODECC = 1^{ère} institution du cacao (en termes de budget mis à sa disposition)
- **Subvention** partielle et dégressive des intrants via versement électronique sur téléphone portable: 40% de subvention la première année
- En partenariat avec l'entreprise **EDENRED** spécialisée dans les bons d'achat électronique dans le monde rural
- **Conditions:** compte bancaire, <10 Ha, auto-géoréférencement
- **Expérimenté dans le Moungo** sous assistance technique (importante création de compte bancaire annoncée au premier trimestre 2022)
- **Objectif:** 10 000 producteurs la première année, 100 000 d'ici 2025 > contribuer aux objectifs du PAD Cacao (MINADER)

... mais qui suscite aussi de l'inquiétude chez les acteurs

	Risque de lourdeur bureaucratique
	Risque de ne pas être adapté aux exigences du calendrier agricole
	En attente de preuve d'efficacité : « on attend de voir »
Autres institutions	De sérieux doutes sur l'efficacité de l'auto-géoréférencement
	Risque d'exclure les producteurs les plus isolés et les moins équipés (y compris ceux des zones forestières)
	Questionnement sur le niveau de partage des données



2.3. Initiatives privées de traçabilité

Largement guidée par les exigences de Rainforest Alliance, la traçabilité privée remonte jusqu'à la coopérative (avec une liste fermée de producteurs)

Grands Exportateurs (% marché)	Groupe	% de volumes commercialisés issus de parcelles géoréférencées	Nb agents dédiés à la traçabilité	Méthode	Autres outils / programmes de "durabilité"
Telcar (22%)	Cargill	+/-66%	+/-25	<i>Par enregistrement contraignant des fournisseurs (coop / LBA) et contrôle</i>	Harvest: manuel Farmforce: numérisation
OlamCam (19%)	Olam	+/-27%	+/-22		Forest loss risk index OFIS: enquêtes producteurs Axos
Sic Cacaos (17%)	Barry Callebaut	+/-45%	+/-30		Cocoa Horizon (enquêtes producteurs)
AMS (5%)	Ecom	+/-90%			ECOM Sustainability
Producam (5%)	Neoindustry	+/-15 ↓	Assumé par fournisseurs		

63% du marché

40% en moyenne (retard par rapport à Ghana et RCI, Cam moins prioritaire)

La traçabilité dans les coopératives certifiées RA (1/3)

Etapes

Explications

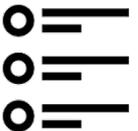
Limites



Protocole d'accord coopérative/LBA et exportateur

Un protocole d'accord est signé en début de campagne entre la coopérative/LBA et son client (le plus souvent un exportateur). Il précise le volume, ainsi que les exigences en termes de qualité et durabilité.

Ce protocole d'accord est rarement respecté par les clients (exportateurs) qui ne payent les primes que sur une partie des volumes livrés.



Etablissement d'une liste de producteurs

La coopérative ne pourra vendre comme certifiés que des sacs de fèves provenant de ces producteurs.

Le contrôle des ventes par producteur est difficile. Un producteur peut par exemple racheter la production de ses voisins (notamment les producteurs-coxeurs).

La traçabilité dans les coopératives certifiées RA (2/3)



Géoréférencement des producteurs

Les nouvelles parcelles sont géoréférencées au début de (ou pendant) la campagne. Cependant, les nouvelles parcelles d'un producteur déjà enregistré ne sont que très rarement ajoutées.

Géoréférencement souvent réalisé via des points, plus rarement via des polygones.

Souvent une seule parcelle par producteur.

Attention: 100% des fèves d'un producteur ne sont pas forcément vendues à la coopérative. Et 100% des fèves commercialisées par une coopérative ne sont pas forcément certifiées => les contrôles rendement / ha sont souvent imprécis.



Documentation produite à chaque transaction

Mentions du poids et de la qualité
Remise d'un bordereau i) au planteur et ii) à la coop ou au LBA.
Les informations sont informatisées par l'agent en charge de l'achat. Lorsque l'informatisation n'est pas possible lors de l'achat, les documents papier sont digitalisés au siège du groupe d'exportation à posteriori.

Il est facile de « nettoyer » les données informatisées issues des ventes sur le terrain afin d'éliminer toutes les transactions douteuses en termes d'origine ou de volume.

La traçabilité dans les coopératives certifiées RA (3/3)



Document de transport et contrôle à l'expédition au port d'exportation

Un bordereau de transport est aussi établi. Il doit accompagner le lot jusqu'à l'exportation et être contrôlé aux douanes à l'expédition.

Les bordereaux de transport ne sont pas systématiquement contrôlés par les douanes à l'expédition.



Audits auprès des coopératives certifiées et d'une partie de leurs producteurs

Chaque coopérative est auditée par des bureaux indépendants pour vérifier le respect du cahier des charges (CdC). Un échantillon de producteurs est sélectionné pour l'audit. Les parcelles créées sur forêt (analyse via GFW) après 2014 (date butoir du CdC) sont exclues

La qualité des audits est limitée par la quantité et la qualité des données, très souvent "nettoyées" par les exportateurs. Les audits parcelles conduisent rarement à des exclusions. Les données GFW ne sont pas adaptées pour les vérifications à mener.



Un premium est envoyé au producteur

Sur le base des transactions documentées, l'exportateur verse des primes à la coopérative et la coopérative reverse ces primes à chaque producteur.

La prime est envoyée en fin de campagne. De nombreux producteurs ne la perçoivent que partiellement. Une partie n'est pas versée par les coop/LBA aux membres.



3. Durabilité

Environnementale, économique et sociale



3.1. Déforestation

Une augmentation pérenne de la production ?

Annonces d'une croissance à venir

- La stratégie nationale pour le cacao vise à atteindre **640 000 T** d'ici 2030
- L'établissement d'un **système de traçabilité nationale** doit donc intégrer de nouvelles parcelles chaque année

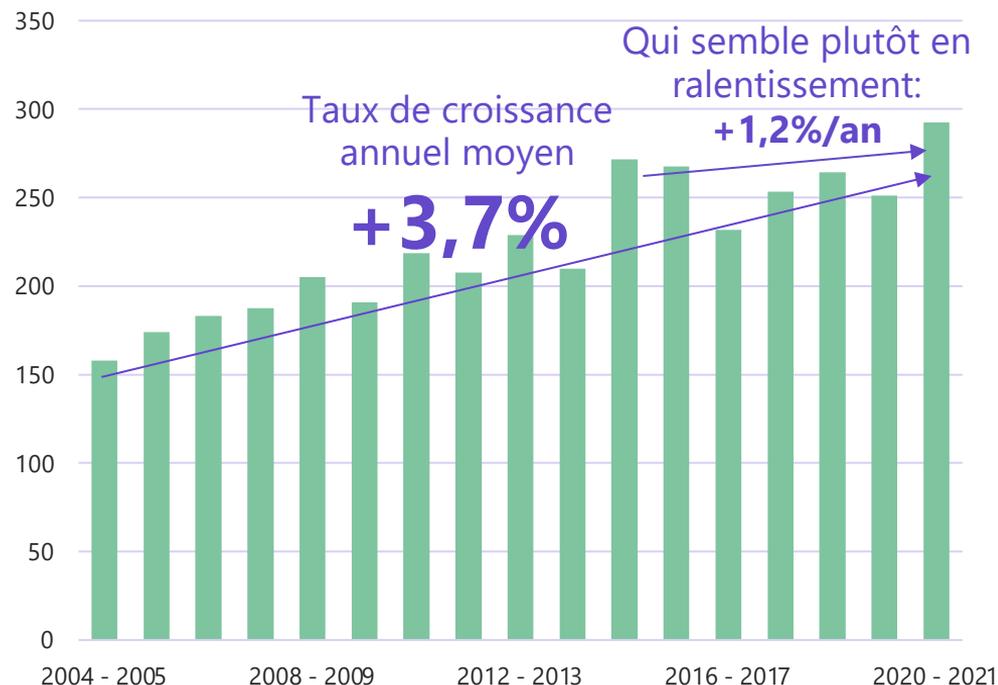
A nuancer

- La production de cacao est **faible** depuis 2014
- **L'attractivité** auprès de la population semble **moyenne**

(coût des intrants plus élevés qu'en Afrique de l'Ouest et demande supérieure en produits vivriers)

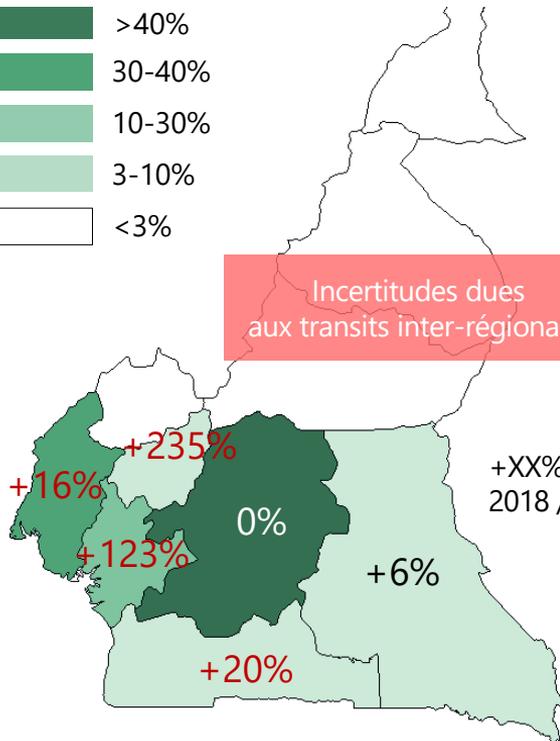
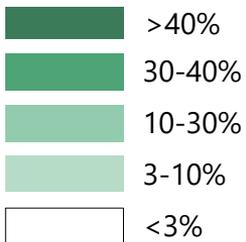
Production commercialisée par campagne

(milliers de tonnes, ONCC, 2022)



Production cacaoyère et déforestation / dégradation des forêts

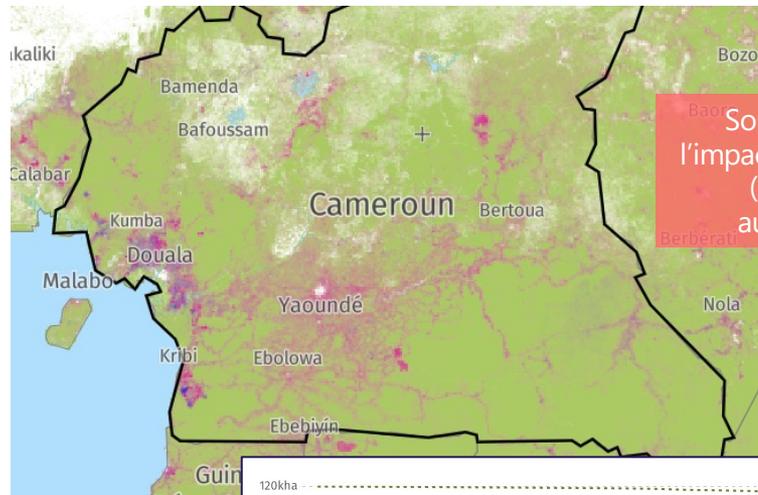
Répartition géographique de la production nationale



Cacaoyers récemment plantés (Migrants Sud-Ouest + données SODECAO)

Pertes de couvert arboré* 2001-2020

(toutes causes confondues)



Sources : ONCC, bilans de campagne, Global Forest Watch (* La réduction du couvert arboré n'est pas toujours le signe d'une déforestation => Cartes et chiffres doivent être analysés avec beaucoup de précaution)

Pas encore de Système national de suivi des forêts (SNSF) opérationnel mais plusieurs initiatives en cours

UOSCF

(Unité Opérationnelle de
Suivi du Couvert Forestier)

Parties prenantes :
MINFOF - MINEPDED - WRI

Production d'un rapport sur les
Evènements majeurs de déforestation
(EMD) en 2019

**Entité disposant du mandat pour
assurer le SNSF mais unité
démobilisée, sous-équipée,
non fonctionnelle**

EMD = "Simple" valorisation des
données disponibles à l'international

Forte sous-estimation
du taux de déforestation

Pas de prise en compte de la
définition nationale des forêts

ONACC

(Observatoire National des
Changements Climatiques)

Parties prenantes :
ST-REDD+ (MINEPDED) - USFS

Actualisation 2015-2017 de l'atlas des
pertes du couvert forestier produit par
le ST-REDD+ pour 2000-2015

**Entité s'étant (momentanément ?)
emparée du mandat de l'UOSCF**
(équipe permanente, bien équipée)

Méthodologie ad-hoc
(Images Landsat)

Prise en compte de la définition
nationale des forêts

Pas de calcul d'incertitude, pas de
plateforme de partage des données

Projet DDD

(Drivers Déforestation /
Dégradation – Bassin Congo)

Parties prenantes :
CAFI – FAO – UOSCF

Changement d'occupation des sols
2015-2020 et identification des
facteurs associés à la déforestation /
dégradation

**Projet multi-pays (Bassin du
Congo) et collaboratif**
(2 RH de l'UOSCF sont associées)

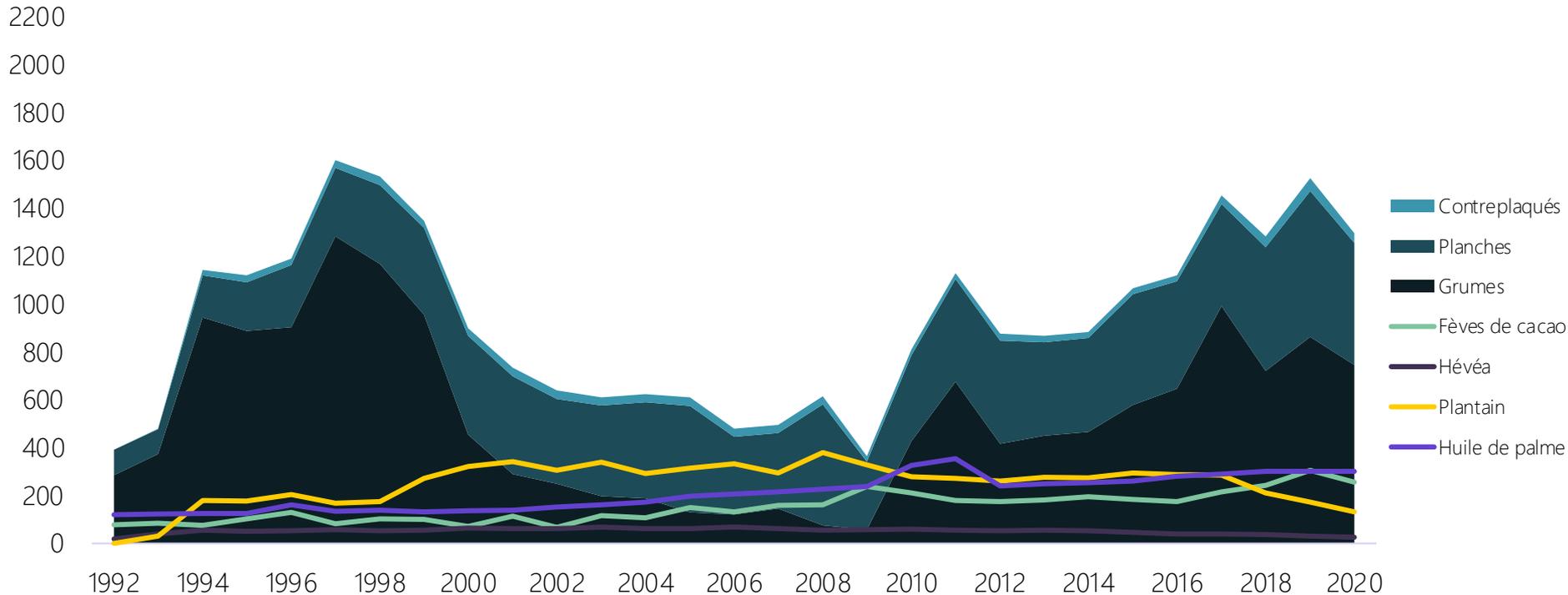
Forte expertise de la FAO
(recours à la plateforme SEPAL
et à ses multiples avantages)

Incertitude sur la pérennisation
du suivi

D'autres filières agricoles pourraient contribuer plus fortement encore à la déforestation au Cameroun

Exportations forestières et agricoles du Cameroun

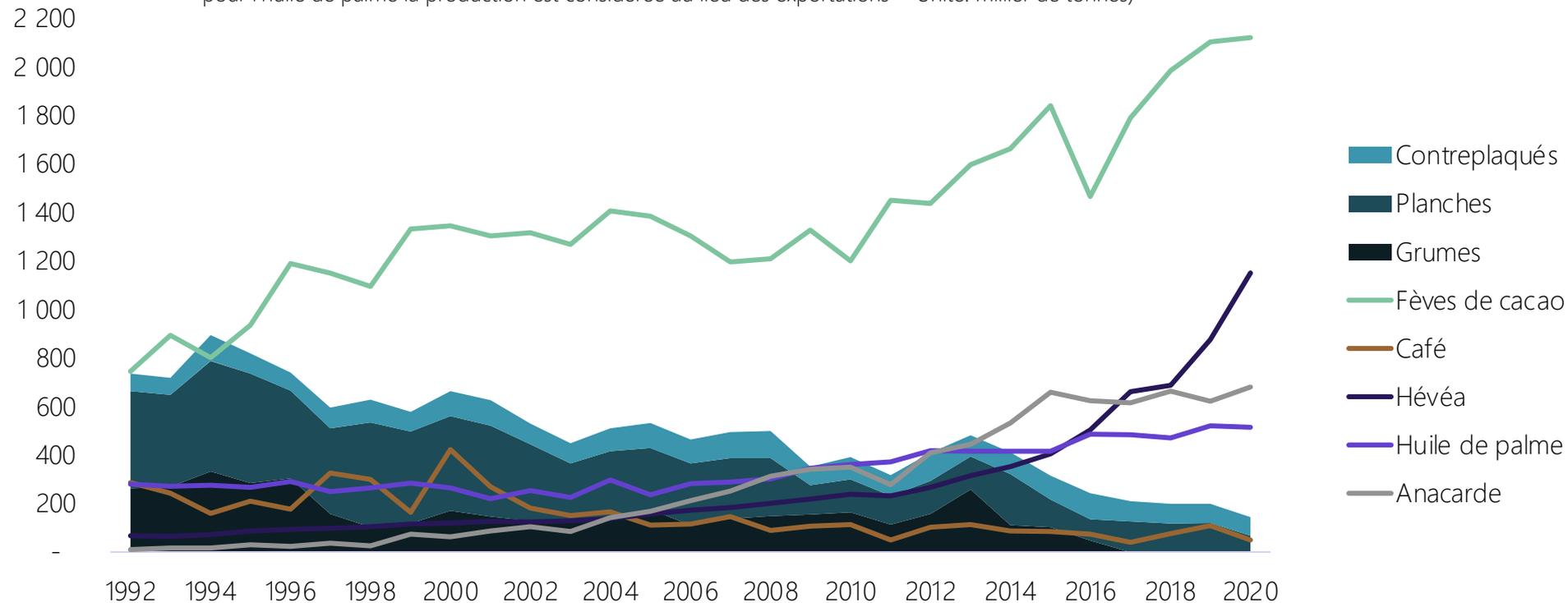
(Sources: statistiques douanières compilées et nettoyées par Nitidae, Données de production FAO)
Pour l'huile de palme la production est considérée au lieu des exportations, sur l'axe secondaire - Uni



La situation camerounaise est visiblement différente de la situation ivoirienne, mais jusqu'à quand ?

Exportations forestières et agricoles de Côte d'Ivoire

(Sources: statistiques douanières compilées et nettoyées par Nitidae, pour l'huile de palme la production est considérée au lieu des exportations - Unité: millier de tonnes)



Les facteurs de déforestation de la Côte d'Ivoire sont-ils réunis au Cameroun ?

Des espaces forestiers disponibles...

Oui

Des **espaces forestiers** bien conservés (42% superficie du Cameroun), sources de fertilité

+

Des domaines fonciers appropriables

Est et sud

Est: densité de population très faible (17 hab / km² en 2010) ... mais espaces en grande partie sous concessions forestières (DFP).
Sud: 15 hab / km² et terres appropriables

+

Et une main d'œuvre disponible

En cours ?

Migrations depuis le sud-ouest et le nord-ouest et fort **accroissement** démographique interne, migration RCA (a priori moindre)
Mais une main d'œuvre occupée à **d'autres activités**

+

Incitation macroéconomique à planter du cacao

Encore faible

- Culture perçue comme **moins rentable** que le palmier (ou certains vivriers)
- **Mais:** Mutations de l'exploitation forestière => champ libre pour défricher ?
- Volonté politique d'accroissement de la production peu impactante

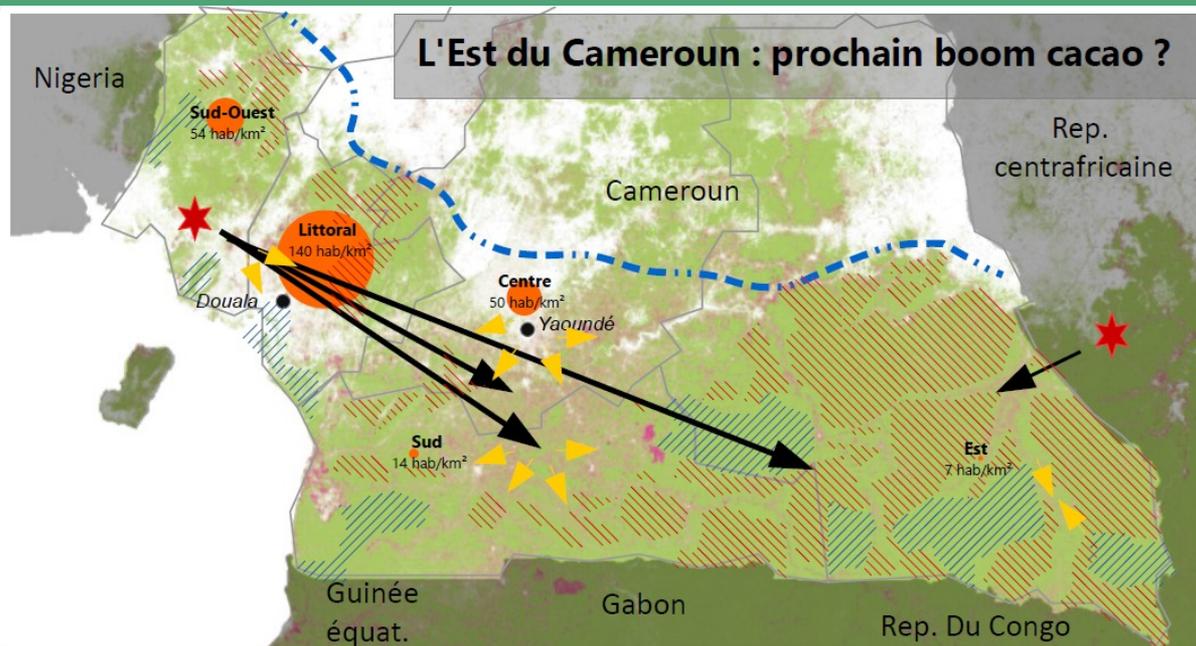
+

Une conjoncture internationale favorable

Incertain

- Volatilité prix cacao reste forte + CIV et Gha continuent d'augmenter leur suroffre + inflation 2021/2022 ne concerne pas le cacao
- **Mais:** **croissance continue de la demande internationale**

Carte synthétisant les éléments favorisant ou limitant un éventuel boom du cacao



Les ingrédients d'un boom cacao...

- Des ressources forestières encore abondantes (GFW, 75% couvert)
- ★ Zones de conflit engendrant des migrations
- ▶ Mouvements migratoires vers les massifs forestiers

... limité par une forêt sous réglementation (DFP).

- À des fins de conservation*
- ▨ Parc national
- À des fins d'exploitation*
- ▨ Concessions forestières

A l'Est, une déforestation contenue dans les interstices entre concessions (DFNP)

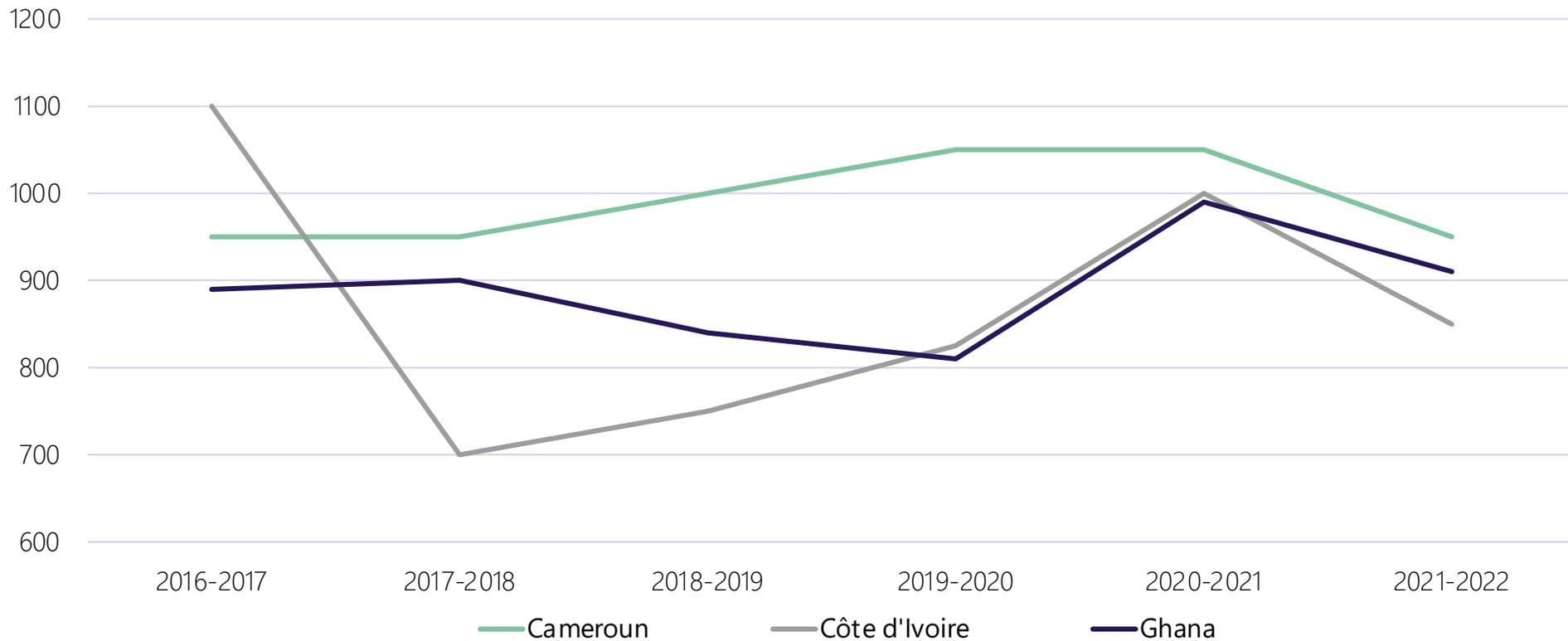
- Perte de couvert forestier (GFW, 2000-2020, 50% de couvert)
- Les principaux « fronts » cacaoyers sont ailleurs**
- ▶ Principales pressions identifiées
- 20 - ● 50 Densité de population (Hab/km²)



3.2. Revenus des producteurs

Pas de prix garanti au producteur mais un prix bord-champ en moyenne plus élevé qu'en Afrique de l'Ouest

Prix moyen du cacao au Cameroun, Côte d'Ivoire, au Ghana campagne depuis 2016-2017
(Unité: en FCFA. Sources: CCC, ONCC et Cocobod)

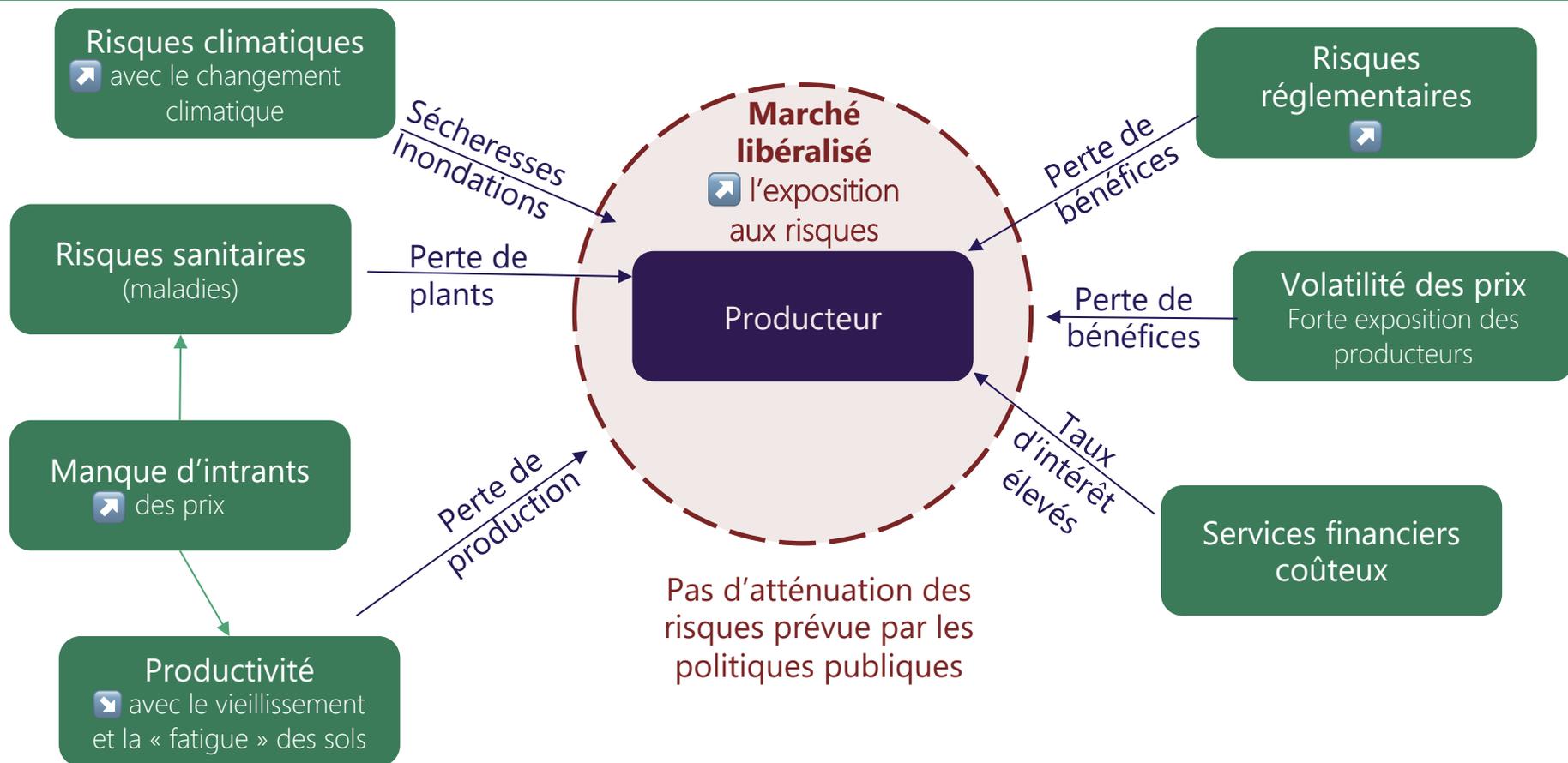


Les exploitations camerounaises semblent en moyenne moins rentables mais plus résilientes que les exploitations ivoiriennes

Pays	Coûts de production FCFA/kg	Rendements Kg/ha	Prix de vente FCFA/kg	Revenus FCFA/ha
Jeune plantation avec prix haut				
	400	900	1000	540 000
	400	600	1100	420 000
Vieille plantation avec prix haut				
	550	600	1000	270 000
	400	400	1100	280 000
Vieille plantation avec prix bas				
	550	600	750	120 000
	400	400	750	140 000

Pour ces exploitations cacaoyères « types », la rentabilité des exploitations camerounaises est moins impactée par les baisses de prix que celle des exploitations ivoiriennes.

Des facteurs de risque renforcés dans le cadre du marché camerounais libéralisé



Des risques qui touchent plus intensément les petits producteurs

Archétypes des cacaoculteurs selon Lescuyer, 2020

Caractéristiques	Petits planteurs			4-Moyens planteurs	5-Grands planteurs	TOTAL	Données officielles (MINADER, ONCC)
	sous ombrage		plein soleil				
	1-sans appui	2-avec appui	3-avec appui				
Surface moyenne (ha/foyer)	1,5	2,5	3,0	12,0	25,0		
Rendement en fèves sèches (kg/ha/an)	280	600	500	700	150		
Nombre de foyers	200 000	45 000	45 000	3 000	300	293 300	300-500 000
Total de la surface en production (ha)	300 000	112 500	135 000	36 000	7 500	591 000	600 000
Total de la production de fèves (t/an)	84 000 000	67 500 000	67 500 000	25 200 000	1 125 000	245 325 000	241 029 519

Une part conséquente de foyers sans appui

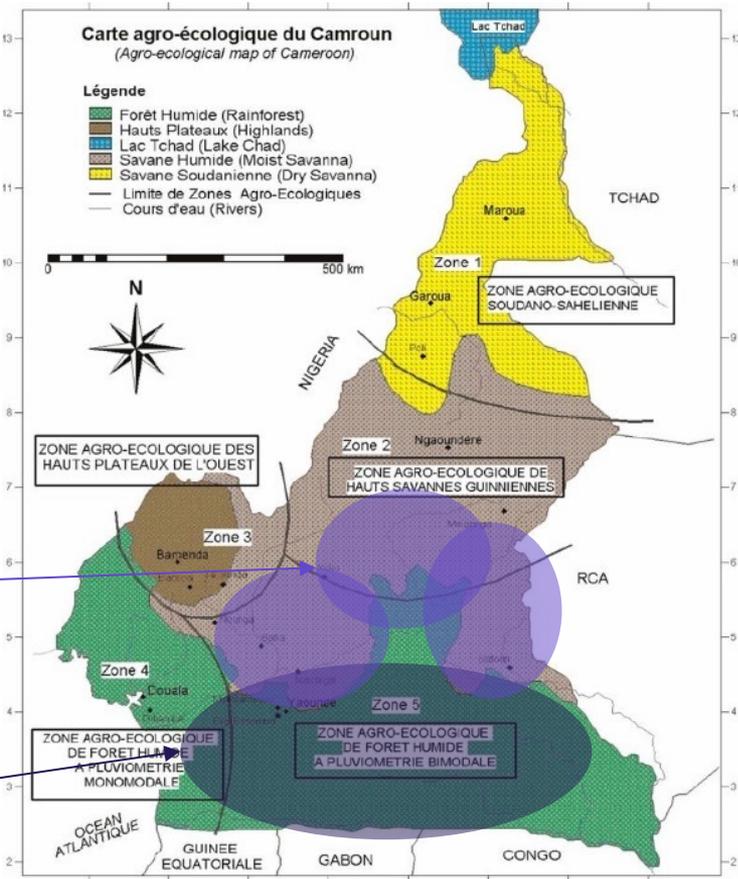
Une part de foyers fortement exposés aux risques environnementaux

Des risques qui affectent plus fortement les régions isolées et les zones de transition forêt-savane

Données 2010 par zone géographique (Source: Folefack, 2010)	Pays	Sud-Ouest	Centre	Sud
Revenu moyen par personne (FCFA/an)	145 933	228 263	87 257	53 504
% de cacaoculteurs sous le seuil de pauvreté	69%	49%	83%	91%

La zone de transition forêt savane est particulièrement affectée par les changements climatiques

Les habitants des forêts de l'Est (et dans une moindre mesure du Sud) disposent de moins bonnes infrastructures et donc d'un accès restreint à la commercialisation





3.3. Travail des enfants

Une définition standard du travail des enfants



**International
Labour
Organization**

Le terme «travail des enfants» est souvent défini comme un travail qui prive les enfants de leur enfance, de leur potentiel et de leur dignité, et qui nuit à leur développement physique et mental.

Il s'agit d'un travail qui:

- est mentalement, physiquement, socialement ou moralement dangereux et nocif pour les enfants;
- interfère avec leur scolarité en les privant de la possibilité d'aller à l'école; les oblige à quitter l'école prématurément; ou les oblige à essayer de combiner la fréquentation scolaire avec un travail excessivement long et lourd

Le travail des enfants existe indéniablement dans la filière cacao, mais moins que dans d'autres filières agricoles

Le travail des enfants au Cameroun est conséquent mais encore mal connu

40% des enfants de 6 à 14 ans travaillaient en 2012 (soit 1,7 millions). Un taux similaire à ceux de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso

58% des adolescents de 15 à 17 ans travaillaient en 2012 (soit environ 700 000)

Le travail des enfants est lié au niveau de vie et au modèle économique des petits producteurs

37% des camerounais vivaient en 2014 avec moins de 931 FCFA par jour et par personne (= seuil pauvreté de 2 USD/j/p au taux de change de 2014). Les plus petits producteurs manquent de moyens pour acheter un équipement efficace et payer la main d'œuvre.

D'autres filières agricoles sont beaucoup plus impactantes sur le travail des enfants



Cacao

2% des enfants (6-14 ans)

8% des adultes (15-64 ans)



Céréales

53%

44%



Plantains et
tubercules

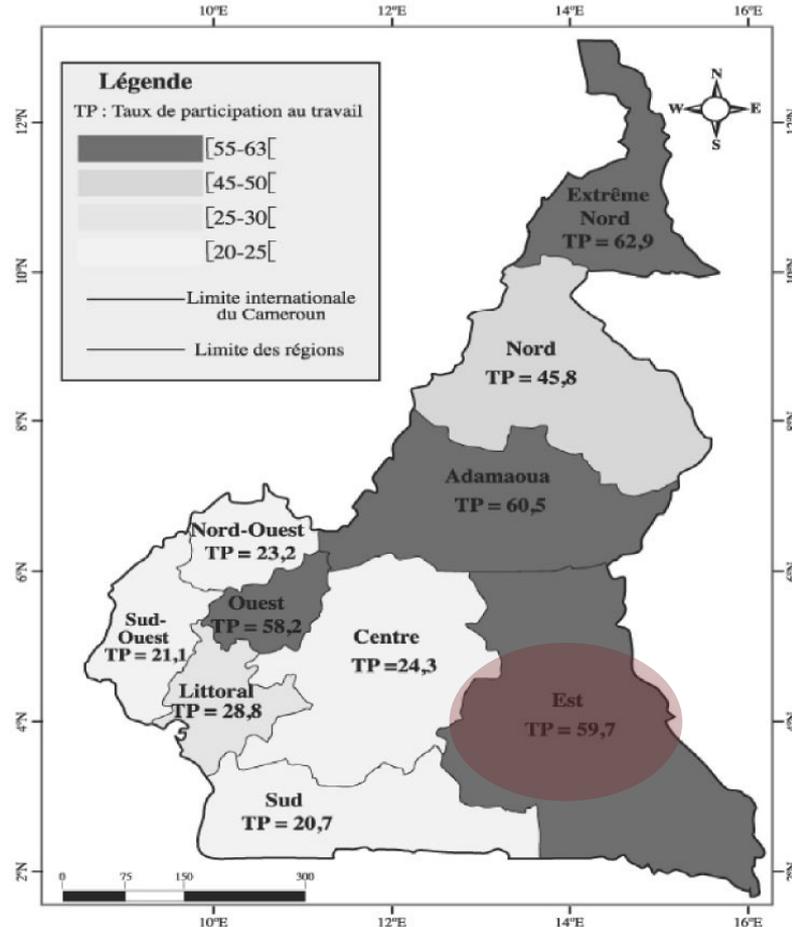
25%

25%

Ces données proviennent d'une enquête auprès des ménages et doivent être considérées avec prudence.

L'approche filière n'est probablement pas la plus pertinente

Le travail des enfants est inégalement réparti selon les régions camerounaises



Source: Ewondo Mbebi, 2018 (données de 2007).

Les secteurs privés et publics ciblent le travail des enfants mais sans que des initiatives notables n'aient été lancées

Secteur privé : peu de programmes concrets au-delà des engagements et des contrôles théoriques

- les programmes de durabilité incluent le sujet, sans que ce volet ne soit prioritaire.
- Les processus de contrôle sont délicats, souvent jugés faciles à esquiver et coûteux à déployer (approche ICI de Monitoring et Remédiation (M&R) critiquée en Afrique de l'Ouest)

⇒ L'action est moins forte au Cameroun qu'en Afrique de l'Ouest

Secteur public : pas ou peu de programmes publics ciblant le travail des enfants dans la filière cacao

La problématique et ses solutions sont peu abordées par les acteurs et aucun programme spécifique n'a été porté à notre connaissance pendant l'étude.

Aucune mention dans le volet dédié à l'engagement communautaire et à l'inclusion sociale de la FRCSD.

A lier au fait que la filière cacao n'est pas la plus impactante sur le travail des enfants au Cameroun



3.4. Programmes de durabilité

L'agroforesterie camerounaise, une particularité à mieux valoriser

L'agroforesterie est déjà bien implantée...

Une **agroforesterie** +/- complexe spontanément développée par les producteurs

Estimation des surfaces de cacaoculture sous ombrage



...mais son évolution est contrastée et tend à décliner

La **situation est contrastée** selon l'ancienneté de la production et le savoir-faire des producteurs :

- Systèmes simplifiés en développement sur les fronts pionniers (cf. Talba)
- Systèmes (assez) complexes autour d'Obala
- Vieux systèmes complexes (multi-strates) dans les sites forestiers enclavés (cf. Mintom, Yokadouma)

Peu d'initiatives pour la valoriser / développer

- Comparé à l'Afrique de l'Ouest, les acteurs privés / publics mènent **peu d'actions** sur l'agroforesterie
- Un partenariat Cargill-IDH-WWF souhaite accompagner les producteurs à adopter des pratiques plus durables à l'échelle du territoire de Mbangassina
- Le CICC dispense des formations sur l'abattage sélectif et veut créer une école sur la cacaoculture qui pourrait développer ces pratiques (en lien avec le Club des chocolatiers engagés)

Evolution des paradigmes de la durabilité depuis les années 2000

2000

2022

Standards de certification

Internalisation des exigences de durabilité par les entreprises

Programmes de durabilité propres aux entreprises

Participation à un processus multipartite

RDFC & GCLP / Approches paysagères

Demande

Réformes du secteur public

Influence tous azimuts

Exigences internationales

La certification Rainforest Alliance se rapproche des exigences de la PRCE mais le niveau de contrôle semble moindre

Part estimée de la production certifiée RA au Cameroun

32%

La majorité des négociants l'utilisent comme base de leurs programmes de durabilité



Programme inspiré de RA pour



Exigences

(à confirmer pour l'UE)



Date butoir

Fin 2020

Début 2014

Définition déforestation

Légale (Cameroun) et physique (FAO)

Légale (Cameroun) et physique (FAO)

Contrôle déforestation

A définir

Eval. risques via GFW

Audits

Obligatoires (à définir dans le détail)

Réputés peu poussés

Le développement croissant de programmes de durabilité privés sans standards communs : cas des 3 premiers négociants

Programme	Entreprise	Approche durabilité	Avancement au Cameroun (2020-2021)
Cocoa Horizons (2015)	Barry Callebaut 20%	Améliorer les moyens de subsistance des cultivateurs de cacao et de leurs communautés par la promotion d'une agriculture durable et entrepreneuriale, l'amélioration de la productivité et le développement communautaire, qui protège la nature et les enfants.	Inspiré de RA 45% de l'approvisionnement 5209 producteurs formés à l'amélioration de la productivité.
Cocoa Compass (2019)	Olam 18%	Objectif de 100% de traçabilité (<i>sur l'approvisionnement direct</i>) Contrôles liés au travail des enfants Contrôle de la déforestation avec le Forest Loss Risk Index (FLRI)	Lié à RA 27% de l'approvisionnement
The Cargill Cocoa Promise (2012)	Cargill 15%	Engagement envers les agriculteurs et leurs communautés pour leur permettre d'obtenir de meilleurs revenus et niveaux de vie tout en cultivant le cacao de manière durable.	Lié à RA 85% de l'approvisionnement

Le développement croissant de programmes de durabilité privées sans standards communs : cas des 4^{ème} et 5^{ème} négociants

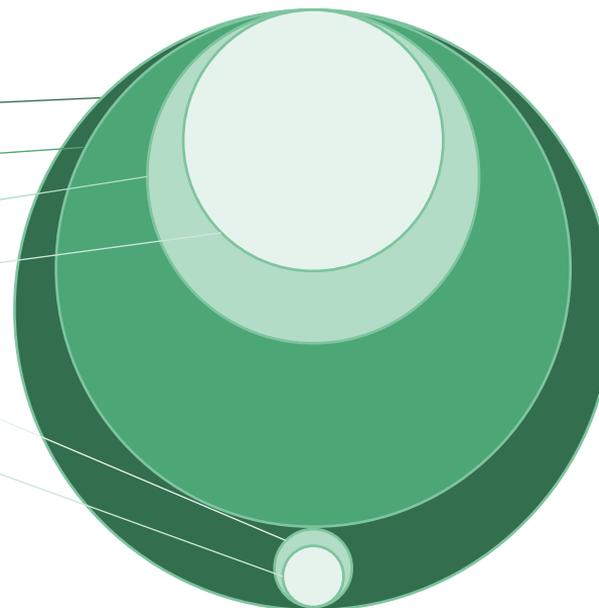
Programme	Entreprise	Approche durabilité	Avancement au Cameroun (2020-2021)
Programme intégré	ECOM - Theobroma 12%	Il n'y a pas de programme spécifique de durabilité, mais il existe un département de la durabilité.	Client du cacao des centres d'excellence
Beyond Beans (2020)	ETG (Cocoanect) ~2%	Beyond Beans met en avant les principes suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Partenariat dévoué - Agriculteurs compétents - Communautés résilientes - Environnement sain Beyond Beans développe des projets adaptés à chaque communauté (comme l'accès à la microfinance, la préservation de rivières, l'autonomisation des femmes).	Pas d'information

Une proportion significative de la production de cacao camerounaise était certifiée Rainforest Alliance en 2020-2021

Source: ONCC, RA, croisement de données 2019 à 2021

Cameroun	Tonnes
Production	292 000
Commercialisée par les exportateurs du top 6*	≈ 216 000
Certifiée par le top 6	≈ 91 000
Vendue comme certifiée par le top 6	≈ 55 000
Certifiée par les autres acteurs	≈ 5 000
Vendue comme certifiée par les autres acteurs	≈ 3 000

* Au Cameroun: Telcar, OlamCam, Sic Cacaos, AMS, COTEC, Producam.



Mais faute d'audits nationaux et internationaux suffisamment fiables, la durabilité réelle du cacao demeure incertaine

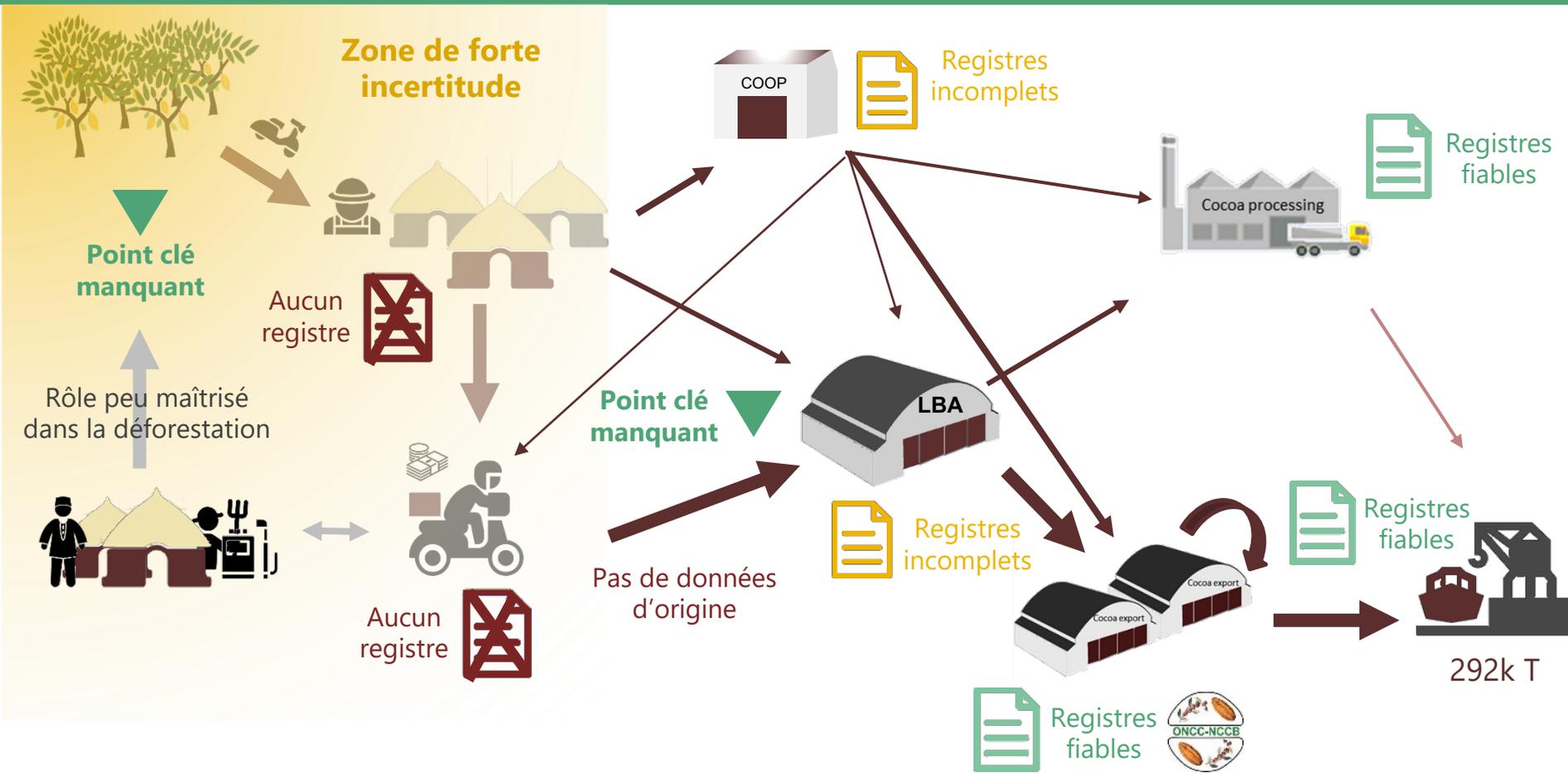


4. Conclusion et pistes de réflexion



4.1 Conclusion

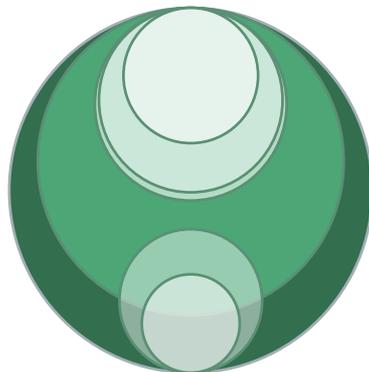
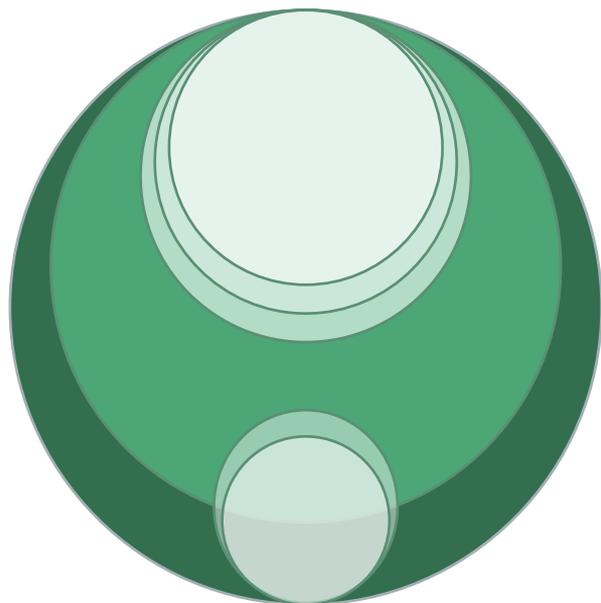
Traçabilité : tout reste à faire pour remonter au-delà des Coopératives / LBA



Traçabilité / durabilité : le Cameroun est plutôt en retard vis-à-vis des autres pays producteurs

Production estimée	292k T en 2021-2022	4 ^{ème} position mondiale
Prix moyens	700-1210 FCFA / kg en 2020-2021	Plus élevés
Transparence	Bulletins de campagne publics	Meilleure
Traçabilité publique	Moins maîtrisée	
Part du coxage	+/- 40%	Elevée
Part des coopératives	+/- 40%	Moyen mais en hausse
Certification	33%	Plus fort sur RA Beaucoup plus faibles sur FLO et Bio
Programmes de durabilité	+/- 100k	Plus faible

Traçabilité / durabilité : le Cameroun est plutôt en retard vis-à-vis des autres pays producteurs (focus sur la certification)



Légende

Production

Commercialisée par les exportateurs du top 6

Certifiée par le top 6

Vendue comme certifiée par le top 6

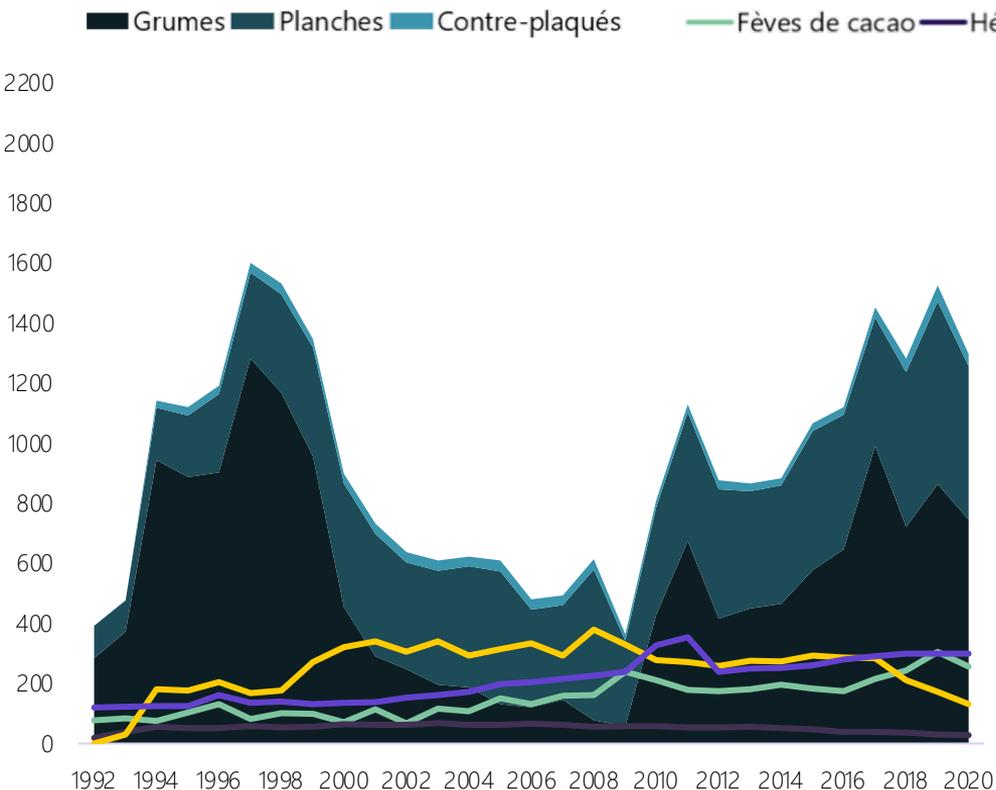
Certifiée par les autres acteurs

Vendue comme certifiée par les autres acteurs

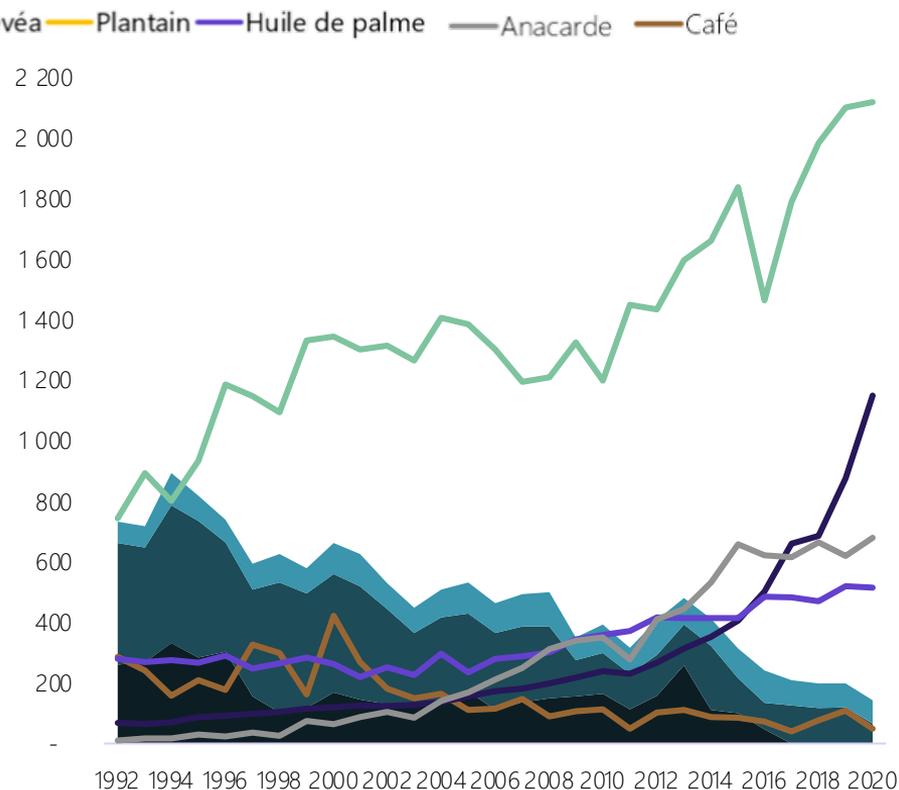
La part de cacao commercialisée et certifiée par le top 6 est proportionnellement beaucoup plus importante au Cameroun qu'en Afrique de l'Ouest

Durabilité : le cacao est un facteur de déforestation bien moins puissant qu'en Côte d'Ivoire

Exportations forestières et agricoles du Cameroun



Exportations forestières et agricoles de la Côte d'Ivoire





4.2

Pistes de réflexion

Traçabilité : le Cameroun peut s'appuyer sur la complémentarité de ses organisations clés...

Pistes de réflexion quant au partage et à la complémentarité des responsabilités

MINADER ET MINCOMMERCE

- Orientations stratégiques, coordination de l'action des différents acteurs notamment dans le cadre du PAD-Cacao pour le MINADER

ONCC

- Elabore le cahier des charges (minima nationaux) de la traçabilité privée
- Collecte périodiquement les infos de traçabilité (obligation de transmission)
- Contrôle et sanctionne les opérateurs ne respectant pas les minima de traçabilité nationaux et ne partageant pas leurs informations à la périodicité prévue
- Publie des analyses, notes stratégiques et autres documents de politiques publiques sur la base des données collectées et traitées (dont une baseline des conditions de vie des producteurs)
- Oriente les soutiens de l'Etat aux producteurs sur la base de ces analyses

CICC

- Organise la formalisation des coxieurs (via les LBA et les exportateurs) avec le MINCOMMERCE
- Fournit un système de traçabilité numérique personnalisable aux opérateurs n'ayant pas les moyens de payer un développement indépendant (petits exportateurs, LBA, gros coxieurs et coop): documentation, outil d'enregistrement des transactions, procédures de suivi des sacs de cacao
- Appuie les acteurs (en particulier les petits exportateurs/LBA/coop. ayant moins de moyens) à répondre aux futures exigences de l'Union européenne

FODECC

- Subventionne les acteurs de l'aval pour le déploiement de leur systèmes de traçabilité (prime par producteur enregistré)
- Cible ses financements sur les producteurs enregistrés
- Appuie la création de nouvelles parcelles uniquement dans des conditions de conformité (critères de durabilité à négocier)

SODECAO

- Appuie surtout le renouvellement de parcelles en fin de cycle et moins la création de nouvelles parcelles

...mais devra aussi impliquer tous les acteurs privés

Pistes de réflexion quant au partage et à la complémentarité des responsabilités

Responsabilités/obligations

- Obtenir une **traçabilité parcelle + trajet** pour 100% des volumes achetés
 - Partager certaines **données numériques** de leur systèmes de traçabilité avec ONCC
 - Réaliser les **audits** de leur système de traçabilité
- Utiliser les **applications** de traçabilité de leurs clients ou avoir leur propre solution de traçabilité permettant de répondre au cahier des charges de leurs clients
- **Formaliser** leur activité, adhérer au CICC
 - Utiliser les **applications** de traçabilité des exportateurs, des LBA ou l'application par défaut fournie par le CICC
- Accepter le **géoréférencement** de leur parcelle
 - Donner leur **identifiant** producteur unique à tous leurs clients (y compris coxeurs)
 - **Déclarer tout projet d'extension** ou de création de nouvelle parcelle auprès du bureau local de l'ONCC

Maillon filière

Dizaines d'exportateurs

Dizaines de LBA

Milliers de
coxeurs

Centaines de
coopératives

≈ 500 000 **producteurs**
sur 800 000 hectares

Informations à transmettre à l'ONCC et au CICC (structure commune)

Achat: Volumes/liste producteurs /fournisseurs /date
Vente: stats export/structure lots/contrats
Enregistrements producteurs

Achat: Volumes/liste producteurs/fournisseur/date
Vente: volume/client/date
Enregistrements producteurs

Achats: Volumes/producteur/date
Ventes: volume/client/date
Enregistrements producteurs

Volume, Dates de ventes
Identifiant producteur
Géoréférencement parcelles
Création/extensions parcelles (chaque X années)

Traçabilité : pour être opérationnel, le système devrait prioriser les informations clés

Informations géographiques clés (FRCSD, PRCE)

Parcelle géoréférencée
(7-10000 FCFA par parcelle selon CICC)

X

Carte déforestation

X

Carte domaine forestier (non) permanent

Information commerciale clé

Volume

Informations secondaires

Taux d'humidité

Qualité du cacao

Certification

Prix et données socio-éco

Les coûts d'un système de traçabilité augmentent proportionnellement à la quantité d'informations collectées.
Se concentrer sur l'essentiel au début et élargir ensuite selon les besoins et les moyens disponibles.

Traçabilité : données à pourvoir pour une traçabilité durable de la filière

Données statiques (mise à jour annuelle)

- Identifiants (pour chaque catégorie d'acteurs, prévoir les décès et transmission de propriété chez les producteurs)
- Géolocalisations liées aux identifiants (parcelles, bureaux ou magasins)
- Projets d'extension / création de parcelle des producteurs

Données semi-dynamiques (mise à jour mensuelle)

- Origine détaillée des approvisionnements : agrégation des volumes fournis par parcelle / producteur / intermédiaire

Données dynamiques (mise à jour hebdomadaire)

- Volumes d'achats par fournisseur

Traçabilité : services nécessaires pour un système efficace

En **bleu foncé** les programmes déjà réalisés, en **bleu clair** les programmes en cours de réalisation

Acteur	CICC	FODECC	ONCC	Autre
Identification unique du producteur				
Base de données centralisée des producteurs				
Formalisation et enregistrement des coxeurs	+/- 40% des volumes mais aucun programme initié à leur endroit (voir diapo suivante)			
Formalisation et enregistrement des Coop/LBA				
Reçus et registres de transactions commerciales				Coop/LBA
Géoréférencement				Exportateurs et RA
Audit indépendant de qualité				Bureaux d'audit
Capacité de vérification des données				MINADER

Traçabilité : formaliser les coxeurs via deux actions parallèles

1. Enregistrer les coxeurs

- **Créer une licence coxeur à bas coût** (≈10 000 FCFA/an) et enregistrement auprès du CICC et de l'ONCC avec les mêmes informations > 100 M de FCFA de revenus potentiels
Risque: une licence trop coûteuse risque de maintenir les coxeurs dans l'informel
- **Intégration de représentants** des coxeurs dans le collège des acheteurs (LBA) du CICC
- **Intégration des coxeurs** dans le schéma de traçabilité des paiements et du produit

2. Réhausser les conditions d'enregistrement des LBA

Exiger des LBA la liste des coxeurs qui les fournissent avec mention de leur localisation (magasin, boutique ou domicile), identifiant au registre du commerce, coordonnées (tél, mail) et zone d'intervention



Intérêts multiples pour les coxeurs

La formalisation de leur activité leur permettrait :

- D'accéder aux institutions financières
- De valoriser leur rôle essentiel d'agrégateur et de fournisseur de services aux producteurs
- D'être officiellement représentés au sein de la filière

Un nouveau **service de médiation** (en cas de litige avec les producteurs ou les LBA) pourrait aussi leur être proposé. Ce service pourrait être assuré par le CICC dans le cadre de ses missions de régulation inter-acteurs.

Durabilité : l'amélioration des conditions de vie des producteurs devrait se fonder sur une approche de mitigation des risques tous azimuts

Recherche pour un cacao résilient
face au changement climatique

IRAD

Subvention
aux intrants

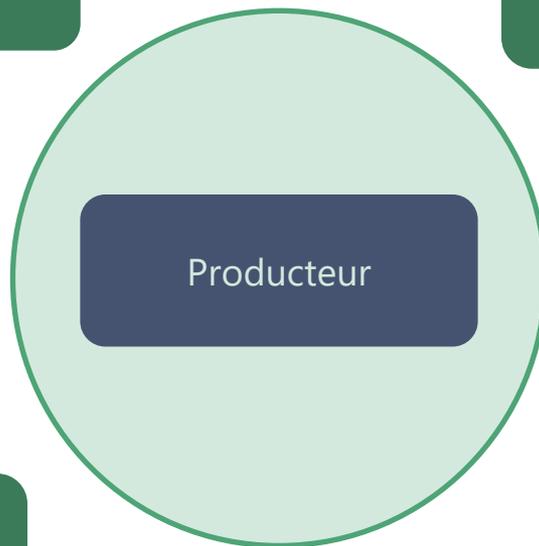
FODECC

Subvention au renouvellement
des vergers vieillissants (plutôt
qu'à la création de nouvelles parcelles)

FODECC / SODECAO

Renforcement de
l'accompagnement technique
des producteurs

SODECAO, MINADER et CICC



Améliorer le pouvoir de
négociation des producteurs

ONCC et CICC

Mécanisme de
stabilisation/protection
contre les chutes de prix
(DRD)

Amélioration de la qualité
et donc du prix unitaire

ONCC et CICC

Certifications permettant une
hausse du prix de vente

ONCC et CICC

Le *différentiel de revenu décent (DRD)* est un instrument parmi d'autres pour améliorer les conditions de vie des cacaoculteurs camerounais

Durabilité : actions transversales complémentaires à la mitigation des risques attachés à la filière

Aménagement du territoire & décentralisation

Relier les initiatives de la filière cacao aux politiques d'aménagement du territoire et de décentralisation

En s'appuyant principalement sur les documents de planification spatiale dont l'élaboration a récemment démarré à 2 niveaux :

- Région : Schémas régionaux d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT)
- Commune : Plans locaux d'aménagement et de développement durable du territoire (PLADDT)

L'objectif du PLADDT étant "d'organiser la répartition des terres au niveau local" pour une période de 25 ans, il constitue certainement l'outil de planification spatiale le plus approprié pour répondre aux enjeux de durabilité précités.

Réflexion multi-filières

Se pencher aussi sur les filières qui concourent le plus à la déforestation et qui ne sont pas (ou de moins en moins) liées au marché européen

Bois : l'exploitation forestière n'est pas un facteur direct de déforestation mais l'ouverture de pistes (non contrôlée) facilite l'installation d'agriculteurs et la création de nouvelles parcelles. La montée en puissance d'exploitants forestiers peu soucieux de la durabilité de leur activité peut constituer un important facteur indirect de déforestation.

Huile de palme : la production camerounaise étant destinée au marché national ou sous-régional, l'UE ne disposera pas du levier commercial qu'elle entend activer via l'actuelle PRCE. L'extension des palmeraies devrait donc certainement faire l'objet d'une attention toute particulière.



 Nitidæ
landscapes & value chains



Clause de non-responsabilité : ce rapport a été rédigé par Nitidæ avec l'aide financière de l'Union européenne. Le contenu de ce rapport ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position des organismes de financement.

© EFI, 2022